vol.22 no. 4 AVRIL 2002

Caminando

En marche !

dossier

CCDHAL: 25 ANS DE LUTTE !!!!!!!

Ombres et Lumières de la Crise Argentine Marie-Christine Doran 10
Elections Parlementaires Chiliennes Ricardo Peñafiel 16
Le Nicaragua : pays livré clés en main Valérie Techer et Alex Tranjera 21
Le Train de la Mort à Haïti Renaude Grégoire 34

REVUE DE RÉFLEXION EN D'ENGAGEMENT DU COMITÉ CHRÉTIEN POUR LES DROITS HUMAINS EN AMÉRIQUE LATINE

Intimidations envers l'Organisation Féminine Populaire (OFP) et ses membres ; menaces de mort envers sa coordonnatrice, Yolanda Becerra Vega

Durant la soirée du 10 novembre 2001, la Casa de la Mujer del Norte, située dans le quartier de la Virgen, à Barrancabermeja, a été complètement détruite. En effet, peu après 21h, un groupe armé est entré par la force dans la Maison des Femmes, a commencé à la démolir jusqu'à la détruire totalement.

Le 19 novembre, à 15h45, deux hommes se sont présentés au domicile de Dora Guzmán Gonzalez, coordonnatrice du secteur nord-oriental de l'OFP. Quand on a demandé de la part de qui ces hommes venaient, ils ont répondu « au nom des autodéfenses » puis ils sont sortis en disant qu'ils savaient où trouver Mme Guzmán. À 16h, cinq hommes armés sont arrivés en moto à la Casa de la Mujer del Nororiente pour chercher Mmes Dora Guzmán et Gloria Amparo Suárez afin de leur dire de parler à l'avocat du « Gato » avant 17h (el Gato, ou le Chat, est un commandant paramilitaire détenu pour les événements entourant la destruction de la Casa de la Mujer del Norte). Cela dans le but que les deux femmes ne participent pas à l'identification du Gato, « parce que si elles font cette identification, elles vont se mettre dans de sérieux problèmes, ou encore plus sérieux que ceux où elles sont déjà ». Ensuite, le 13 décembre dernier, l'OFP a appris d'un rapport officiel de la Commission Inter-institutionnelle de Recherche en Droits Humains et Droit International Humanitaire, à Barrancabermeja, que des paramilitaires planifiaient un attentat contre Yolanda Becerra Vega, présidente de l'OFP La Commission Interaméricaine de Droits Humains et le Ministre de l'Intérieur en ont été également informés.

URGENT! ACTION URGENTE

Le 17 décembre en avant-midi, une femme a téléphoné aux bureaux de CREDHOS (Corporation Régionale pour les Droits Humains), demandant à quelle heure étaient les funérailles de Yolanda Becerra, et, un peu plus tard, l'OFP a aussi reçu un appel de quelqu'un qui demandait si elles étaient au courant pour Yolanda. Une fois la rumeur de l'assassinat niée, on a voulu savoir si Yolanda était au bureau. Mme Becerra a dû quitter Barrancabermeja pour assurer sa sécurité.

Finalement, le 21 janvier de cette année, à 19h, des paramilitaires qui opèrent dans le secteur sud-oriental se sont présentés au domicile de la jeune Patricia Ramírez, membre de l'OFP. Ils ont menacé sa mère et séquestré Patricia pour l'emmener où se trouvait le commandant paramilitaire de cette zone. Heureusement, grâce à l'intervention rapide de l'OFP, d'organisations solidaires ainsi que de la police de Barrancabermeja, Patricia a été libérée rapidement.

ACTIONS SUGGÉRÉES

Nous vous demandons de faire parvenir vos messages :
- de demander qu'une enquête complète et impartiale soit effectuée immédiatement concernant les menaces de mort dont est victime la coordonnatrice de l'OFP, Yolanda Becerra Vega
- d'exiger du gouvernement canadien qu'il fasse respecter les droits à la vie, à s'organiser en tant que femmes, à avoir une famille, à avoir ses propres locaux et à construire quotidiennement l'État social de droit avec les communautés.

ADRESSES :

Au Canada :
Hon. Bill Graham
ministre des Affaires étrangères et du commerce international
Chambre des communes
Ottawa (Ontario) K1A 0G2
Télécopieur : (613) 996-3443

En Colombie :
Organización Femenína Popular
Cra.22 No.52 B-36
Email: femenina@colnodo.apc.org

L'OFP est une organisation populaire de femmes

qui naît d'une proposition de l'église catholique en 1972. Elle devient autonome en 1988. À partir de 1995, l'OFP étend son travail dans le Magdalena Medio par le biais des sphères de travail suivantes : Économie solidaire ; Éducation et formation ; Santé ; Jeunesse ; Construction et reconstruction du tissu social. L'OFP, récipiendaire du Prix « La violence contre les femmes ; les droits humains des et pour les femmes » remis par l'ONU le 22 octobre 2001, a été déclarée objectif militaire des paramilitaires depuis février 2001. Soulignons enfin que l'OFP a aussi présenté à Montréal et dans d'autres villes canadiennes plusieurs conférences et témoignages, alors que Mme Dora Guzmán Gonzalez était invitée dans le cadre de la tournée des Luttes invisibles de Colombie au printemps 2001.

CCDHAL 25 ANS

Par Hector Poblete du CCDHAL

NOUS N'AVONS PAS LA PRÉTENTION DE VOUS PRÉSENTER À TRAVERS CES LIGNES TOUTE L'HISTOIRE DU COMITÉ CHRÉTIEN POUR LES DROITS HUMAINS EN AMÉRIQUE LATINE (CCDHAL), MAIS DE VOUS PRÉSENTER L'ENSEMBLE DU PARCOURS QUE LE COMITÉ A ACCOMPLI PENDANT CES 25 ANS. NOUS ALLONS, SANS DOUTE, OUBLIER DES ÉVÉNEMENTS, ANECDOTES OU DÉTAILS IMPORTANTS, MAIS NOUS ESSAIERONS DE FAIRE DE NOTRE MIEUX... LES INFORMATIONS QUI ONT ÉTÉ OBTENUES PROVIENNENT DES ARCHIVES ET DOCUMENTS TROUVÉS DANS LES BUREAUX DU CCDHAL.

LE PLUS IMPORTANT À SOULIGNER DES 25 ANS DU COMITÉ, C'EST LA PARTICIPATION, DE CEUX ET CELLES, QUI ONT MARQUÉ L'HISTOIRE DU COMITÉ, EN S'IMPLIQUANT EN TANT QU'EMPLOYÉES, MEMBRES OU SYMPATHISANTES ET QUI ONT CRU, QUI CROIENT ET QUI CROIRONT EN SA MISSION. MERCI!

LES ANNÉES '70 - '80, LE DÉBUT DU CCDHAL

Le Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine doit sa naissance à deux préoccupations : d'une part, un souci des chrétiennes et chrétiens de sensibiliser et d'informer l'Église et la population du Québec par rapport aux situations de répression politique et de violation des droits humains en Amérique latine ; d'autre part, un désir d'établir une solidarité réelle et vécue entre les Églises de là-bas et celles d'ici. Le Comité organise ou appuie des actions favorisant la construction d'un monde plus juste, d'une société nouvelle. Sa mission prophétique : être une voix pour les sans-voix et les sans-droits en Amérique latine.

Tels sont les objectifs du comité à ses débuts et qu'on pouvait lire dans la plupart des documents identifiant le Comité. Le CCDHAL a été fondé en 1976 par quatre pasteurs et prêtres d'églises chrétiennes de Montréal qui, à l'intérieur de leur confession respective, occupaient une fonction en relation avec les problèmes internationaux. D'abord associé au *Inter-Church Committee on Human Rights in Latin America* (ICCHRLA) puis au Centre Justice et foi, le CCDHAL a participé à la mise sur pied du Secrétariat international chrétien de solidarité avec l'Amérique latine (SICSAL) et de la Coalition Romero en 1980.

Dès le début, le CCDHAL se veut un groupe qui veut démontrer le respect des différences et croyances. À juste titre, la permanence était composée de trois personnes provenant de divers milieux : la première était mariée et mère d'un enfant ; le second était prêtre, agent de relation ; la troisième était laïque, responsable des projets.

Qu'est-ce qui explique qu'on ait décidé de fonder le CCDHAL? D'abord, la sensibilité face à la situation que vit l'Amérique latine au niveau des droits humains, mais plus particulièrement, ce sont les événements, marqués par des coups d'État suivis par de fortes répressions. Souvenons-nous du Chili et de l'Argentine. Par ce fait, le CCDHAL naissait, à Montréal, en décembre 1976. Au cours d'une réunion où plusieurs congrégations missionnaires spécialement intéressées par le sujet étaient représentées, ainsi que des pasteurs et chrétiens de différentes Églises de Montréal (anglicane, catholique, unie, presbytérienne, luthérienne), on tentait de répondre concrètement au S.O.S reçu des Églises latino-américaines.

Le premier conseil d'administration provisoire était élu en 1978. L'année suivante, le CCDHAL était incorporé en tant qu'organisation à but non-lucratif. Au tout début, ses membres étaient surtout des représentants d'Églises de cinq différentes confessions chrétiennes

et des personnes déléguées par des communautés religieuses. Depuis ce temps-là, le CCDHAL a élargi sa structure et son membership. Les membres ne sont plus mandatés par une Église ou une communauté, mais adhèrent au Comité en tant que chrétiennes et chrétiens cherchant à incarner leur foi dans une solidarité informée et concrète. Le nombre de membres est toujours demeuré autour de vingt-cinq dans ces années-là.

LA « MÉTHODE » DE TRAVAIL

Ce sont les événements bien plus que de beaux projets pré-établis qui ont guidé le Comité dans son action. Au début, ses activités étaient concentrées vers les pays du Cône sud (Chili et Argentine principalement). Puis les circonstances ont permis de se pencher sur les pays andins : Bolivie, Pérou et Colombie. Vers la fin des années '70 et le début '80, ce fut au tour de l'Amérique centrale de drainer la plus grande partie du travail au Comité. Cependant, le Comité avait gardé un œil attentif sur tout le continent sud-américain, où la répression a repris de plus belle alors que toute l'attention mondiale était tournée vers l'Amérique centrale : souvenons-nous de la naissance de la guérrilla salvadorienne du FMLN et de la révolution sandiniste au Nicaragua, pour ne mentionner que ces événements.

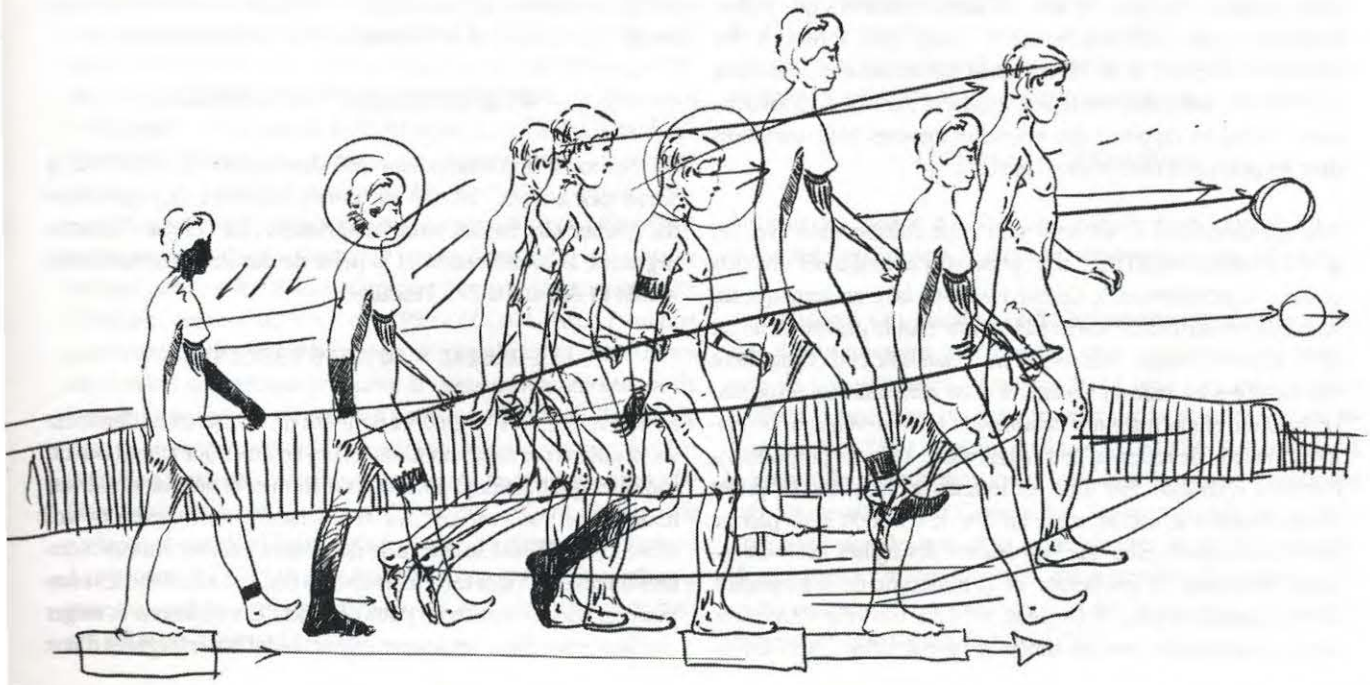
C'est ainsi que tout en participant aux activités locales et aux rencontres internationales en faveur de la paix en Amérique centrale, aux actions d'urgence de dénonciation de l'intervention américaine ou de l'arrestation de tel ou tel dirigeant des mouvements de libération, et encore plus spécifiquement en participant aux missions d'observateurs internationaux dans les camps de réfugiés salvadoriens au Honduras, le Comité a tenté de continuer, par le bulletin de réflexion et d'engagement « *Caminando* » (revue qui verra le jour en février 1980), à alerter les chrétiens d'ici sur la perpétuation de la répression contre les mouvements de libération dans l'hémisphère sud, surtout quand cette répression est directement exercée contre les dirigeants et les militants chrétiens et leurs organisations (communautés de base).

LE « SPÉCIFIQUE » CHRÉTIEN

Dans l'accomplissement de sa mission, le CCDHAL a connu bien des changements de structures, de composition et de formes d'intervention. Les besoins et les orientations ont changé au cours des années, et les moyens pris pour y répondre ont dû changer en conséquence. Bien des réseaux de solidarité envers l'Amérique latine sont nés depuis la fondation du CCDHAL. Le Comité a donc moins senti le besoin d'être la « locomotive » qu'il avait déjà été, pour se transformer davantage en partenaire et en collaborateur, en lieu de référence et de ressource. Cette réorientation a également permis au CCDHAL d'affirmer son rôle particulier et sa nature spécifiquement chrétienne. L'assassinat tragique de Mgr Romero, au El Salvador, le 24 mars 1980, allait être pour le Comité l'événement-clé de cette prise de conscience et de cette réorientation.

MGR ROMERO

Le vendredi saint du 24 mars 1980, suite à l'annonce de l'assassinat de Mgr Romero, en moins de trois jours, toute une symbolique avait été montée, dans un saisissant parallèle entre le récit du Vendredi saint et la vie de Mgr Romero. Sans autre publicité que le bouche-à-



oreille, trois cents personnes étaient rassemblées pour célébrer le mystère de la «mort-résurrection».

Et ce fut la première de ce qui allait devenir pour quelques années une belle tradition : la célébration annuelle du martyre de Mgr Romero et des autres témoins de la foi chrétienne en Amérique latine. Les deux premières célébrations, œcuméniques, furent plutôt « officielles » ; les deux années suivantes, la « fête populaire » a été précédée d'une marche dans les rues de la ville.

Avec le temps, le CCDHAL a mis sur pied ce qui s'appellera la Coalition Romero composée par des organismes chrétiens engagés et qui se donnèrent comme mandats principaux, l'adhésion au Secrétariat international chrétien de solidarité avec l'Amérique latine, Oscar A. Romero (SICSAL) dont le siège social est toujours au Mexique et dont le co-président actuel est Don Samuel Ruiz Garcia. Un autre mandat important, fut celui de soutenir et développer le lien entre la foi chrétienne et l'engagement social, notamment en s'inspirant des expériences latino-américaines qui s'inscrivent dans la tradition de la théologie de la libération.

DES CHANGEMENTS AU SEIN DU COMITÉ

Comme tous les groupes de militants, le CCDHAL connaît des transformations perpétuelles. Les départs d'anciens et les arrivées de nouveaux poussent le Comité à réviser constamment les pratiques. C'est ainsi que les célébrations se sont un peu espacées, les membres s'étant engagés en même temps dans d'autres groupes ou communautés chrétiennes. Ce que les membres trouvent au Comité, ils ou elles l'apportent ailleurs, et ce qu'ils ou elles puisent ailleurs, ils ou elles le rapportent au Comité, pour un meilleur enrichissement. Après le Cénacle, la Mission! Les liens entretenus jusque-là avec les différents groupes militants latino-américains se sont renforcés. Les contacts avec les autres militantEs du Québec se sont multipliés et déboucheront davantage dans le concret : les célébrations de Noël et de Pâques, ainsi que les actions communes de solidarité, telles celle entreprise contre la loi C-24 du gouvernement fédéral en rapport à des nouvelles mesures plus restrictives dans les politiques envers les réfugiéEs.

Tout en continuant et en resserrant cette collaboration avec les autres groupes, le CCDHAL n'en poursuit pas moins ses objectifs propres. Concrètement, le Comité essaya de faire en sorte que les réunions mensuelles ne soient pas qu'une écoute passive de tel ou tel témoin de passage, mais source de dynamisme et d'engagement des membres au sein du Comité et dans leurs milieux respectifs. Le bulletin d'information « *Caminando* » est devenu, à ce moment, bulletin de réflexion et d'engagement, avec des propositions d'actions réalisables par tous les lecteurs et lectrices. Le projet «Porte ouverte» se voulait, aussi, un lieu de réflexion et de partage pour tous ceux et celles que l'expérience des Églises latino-américaines intéressait. La publication de la traduction de la biographie de Mgr Romero et celle de l'Agenda 1984 des martyrEs d'Amérique latine qui deviendra avec les années, l'Agenda latino-américain- viseront à aider les frères et sœurs croyantEs du Québec à s'ouvrir sur le monde.

LES ANNÉES '90 À AUJOURD'HUI

À partir des années '90, le CCDHAL est un organisme indépendant et à but non lucratif, composé d'un conseil d'administration élu par l'Assemblée générale annuelle, deux permanents salariés et une équipe d'une trentaine de bénévoles actifs. Aujourd'hui, le CCDHAL compte trois cents membres. Aussi, point marquant pour la reconnaissance de son travail, le CCDHAL adhère à l'Association Québécoise des Organismes en Coopération Internationale (AQOCI), en avril 1990. Aujourd'hui, l'AQOCI regroupe 54 organismes.

Parallèlement, dans son engagement chrétien, le Comité se donne comme mandat premier de participer plus activement aux luttes pour la justice et la liberté en Amérique latine. Il promeut et défend les droits humains et environnementaux ; diffuse de l'information sur la situation politique, sociale, économique et culturelle de l'Amérique latine ; encourage le gouvernement canadien à adopter une politique internationale favorable au respect des droits humains et dénonce toute politique d'appui aux régimes non-démocratiques de cette région. Ainsi, cette année, le Comité adhère au Réseau œcuménique de Justice et paix. Le 23 janvier 2002, près d'une quarantaine d'organismes et de groupes chrétiens engagés pour la justice sociale et la paix se sont rassemblés pour discuter des objectifs et des priorités du réseau pour les prochains mois. Le CCDHAL a participé à cette rencontre de fondation. Le « nouveau » réseau fait suite à l'expérience positive de plus d'une vingtaine de groupes québécois regroupés sous le nom Réseau québécois sur le jubilé. Le Réseau oecuménique Justice et Paix se veut un réseau souple d'organisations chrétiennes prêt à se mobiliser autour d'événements publics, qui analyse et approfondit théologiquement un certain nombre de thématiques d'actualité et qui intervient au besoin. Il se situe dans la mouvance du jubilé biblique.

QUATRE AXES DE TRAVAIL

Quatre axes importants ont été développés au CCDHAL à partir des années '90 afin de mieux informer la population du Québec aux enjeux latino-américains : Le Réseau d'actions urgentes, la mobilisation et la prise de parole, la revue Caminando et des activités à l'étranger.

1-RÉSEAU D'ACTIONS URGENTES

Le Réseau d'actions urgentes a pour but de diffuser et de dénoncer les violations des droits humains vécues en Amérique latine. Des organismes qui travaillent pour la promotion et la défense des droits humains au Sud envoient des dénonciations de violation de ces droits et le CCDHAL se charge de distribuer l'information aux membres du réseau. À leur tour, les membres écrivent aux autorités compétentes du pays concerné pour dénoncer ces violations et exiger que justice soit faite. Les actions urgentes sont accompagnées d'une

mise en situation qui permet d'en comprendre le contexte, ce qui en fait un excellent moyen d'information et de sensibilisation.

Aussi, il accentue son travail pour la promotion du Réseau d'actions urgentes : à l'aide d'un dépliant distribué lors d'événements et de journées « portes ouvertes » dans des institutions scolaires et entreprend ainsi une campagne d'adhésion au Réseau d'actions urgentes. Campagnes de lettres: coordination de 25 campagnes de lettres sur des cas précis de violation des droits humains. Les campagnes de lettres ont permis au public de s'informer sur la situation des droits humains en même temps qu'elles ont contribué à faire pression sur les autorités des pays latino-américains pour que cessent les violations de ces droits. Campagnes thématiques (campagnes d'appui) : coordination de deux campagnes thématiques sur le Mexique. La première a porté sur la dégradation de la situation des droits humains au Chiapas et la deuxième sur la répression de la grève étudiante à l'Université nationale autonome de Mexico (UNAM). Concertation : mise en commun des ressources et des expertises de groupes et organismes par la mise sur pied de deux tables de concertation: une portant sur le Mexique, l'autre sur la Colombie. Événement spécial: tenue d'un événement de grande envergure, en présence de Francisco Campos, une personnalité impliquée dans un organisme de défense des droits humains provenant de Colombie. Travail auprès des médias: des informations pertinentes et régulières sur les questions relatives aux droits humains en Amérique latine ont été acheminées aux médias en général et aux journalistes sensibilisés en particulier. Production d'outils pédagogiques et de documentation: un mémoire destiné à l'opinion publique et portant sur la politique étrangère canadienne vis-à-vis du Mexique a été produit et distribué.

2-LA MOBILISATION ET LA PRISE DE PAROLE

Le CCDHAL participe à des coalitions travaillant sur des pays ou des thématiques particulières. Par ce biais, le CCDHAL cherche à arrimer les forces afin d'avoir le plus grand impact auprès du gouvernement canadien et des autorités latino-américaines. Ces pays sont la Colombie, le Guatemala et le Mexique. Le CCDHAL s'implique dans l'organisation de marches, de manifestations, de soirées publiques et dans la rédaction de lettres d'appui. Par exemple, parmi les activités réalisées au Québec notons, suite à l'appel de nos partenaires de la « Campagne contre l'impunité, la Colombie réclame justice », le Tribunal d'opinion pour les droits humains en Colombie, organisé les 3 et 4 mai 1999 à l'UQAM. Face à l'inaction gouvernementale, 300 ONG, groupes populaires et associations des familles des victimes ont invité la communauté internationale à mettre sur pied des tribunaux d'opinion sur le cas de Barrancabermeja, où sept jeunes de la ville ont été assassinés de sang-froid et vingt-cinq résidents, enlevés par un groupe paramilitaire alors que l'important dispositif des forces de sécurité présent dans la ville s'effaçait et semblait laisser place à ce type d'actions paramilitaires. À ce propos, le CCDHAL a été le premier organisme engagé dans la mise sur pied d'un tribunal d'opinion. À ce jour, quatre tribunaux ont été tenus à travers la planète.

Aussi, conjointement avec un groupe d'individus et d'organismes solidaires pour le Guatemala, nous avons travaillé pour la venue de Rigoberta Menchu Túm à Montréal (10 juin 2001). De même, nous avons participé à l'organisation de la venue de Don Samuel Ruiz Garcia (16 janvier 2001).

En ce qui concerne notre participation au Sommet des Amériques, elle a pris deux formes : d'abord, nous avons participé activement aux manifestations anti-mondialisation pour exprimer notre désaroi face à la signature de la Zone de libre-échange des Amérique (ZLEA), qui autorise, aux grandes multinationales, le pouvoir absolu d'exploitation dans les Amériques. Deuxièmement, nous avons contribué aux préparatifs du forum sur les droits humains dans le cadre du Sommet des Peuples en recommandant l'intervention d'un représentant d'un organisme colombien.

Finalement, le CCDHAL participe au travail de quelques coalitions, réseaux, comités, etc... Et voici que nous avons formé, depuis le 24 janvier 2002, un Réseau de Solidarité Québec-Colombie qui démontre beaucoup d'énergie et a déjà défini plusieurs activités pour cette année.

3- LA REVUE *CAMINANDO*

Le *Caminando* est une revue de réflexion et d'engagement qui porte un regard critique sur les grands enjeux en Amérique latine : droits humains, mouvements sociaux, politique, économie, religion et environnement. Avec des textes originaux rédigés par le comité de rédaction, composé par des membres du CCDHAL, et des traductions de textes choisis d'auteurs latino-américains, *Caminando* est la seule publication francophone en Amérique portant exclusivement sur l'actualité latino-américaine. La revue est publiée à raison de quatre numéros par année. S'ajoute à ceci un nouveau moyen de diffusion virtuelle en ouvrant un site officiel pour le CCDHAL afin de s'adapter à la réalité d'aujourd'hui pour continuer à mieux informer et rejoindre de plus en plus la population québécoise.

4-ACTIVITÉS À L'ÉTRANGER

Au cours des années, le CCDHAL a accumulé d'innombrables et très diversifiées expériences à l'étranger, dont voici les plus récentes :

1. Troisième Commission civile internationale d'observation des droits humains au Chiapas : cette commission internationale de 104 personnes provenant de 14 pays a eu pour mandat d'effectuer une missions d'observation sur la situation des droits humains dans l'État mexicain du Chiapas. Le CCDHAL a participé à la préparation, la coordination et le suivi de la mission québécoise avec les membres de la Commission. Les membres de la CCIODH ont réalisé plus de deux cents entrevues avec la population locale, des ministres et représentants du gouvernement, des organisations civiles ainsi que des commandants et des porte-parole de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN).

Théâtre d'une « guerre silencieuse », le Chiapas est soumis à l'occupation militaire depuis le soulèvement de l'Armée zapatiste de libération nationale, le 1er janvier 1994. L'objectif de la Commission a été de faire le point sur les conséquences de la présence de l'armée, les exactions commises par les groupes paramilitaires, le sort des populations déplacées par le conflit et les prisonniers politiques. L'enquête a porté aussi sur l'état des négociations entre le gouvernement de Vicente Fox et l'insurrection zapatiste.

La CCIODH en est à sa troisième mission d'observation depuis 1998 et sa crédibilité, désormais bien établie auprès des instances internationales des droits humains, lui a permis d'établir un premier bilan sérieux de la présidence de Vicente Fox en matière de respect des droits humains.

2. Délégations aux rencontres du Secrétariat international chrétien de solidarité avec l'Amérique latine : depuis près de vingt ans, le CCDHAL recrute et assure la formation d'une délégation québécoise qui se rend à une rencontre internationale qui se déroule dans un pays latino-américain différent à chaque année. Il s'agit d'un congrès comprenant des ateliers sur des thèmes relatifs aux droits humains et au développement en Amérique latine.

3. Missions d'observation électorale : de plus en plus, le CCDHAL est appelé, à la demande des organisations de base du sud, a participer à différentes délégations d'observation électorale. Deux ont eu lieu, en 2000, au Mexique, pour les élections présidentielles et celles de l'État du Chiapas.

4. Campagne « Contre l'impunité, la Colombie réclame justice » : cette campagne de lutte contre l'impunité a commencé à Montréal en 1999, avec la tenue d'un Tribunal d'opinion sur le massacre à Barrancabermeja. Ce tribunal symbolique à débouché sur une vaste campagne contre l'impunité qui trouve écho en Europe et aux États-Unis où ont lieu différents tribunaux d'opinion qui se penchent sur des crimes de lèse humanité qui restent dans l'impunité totale en Colombie.

CONCLUSION

Malgré les avances de la lutte contre l'impunité, plusieurs pays ont décidé de maintenir l'impunité qui protège les plus grands assassins de leur histoire. C'est le cas, par exemple, de Rios Montt, responsable du génocide guatémaltèque des années 80, qui jouit toujours de l'impunité au Guatemala et qui est même président du Congrès. Aussi, malgré la transition démocratique dans plusieurs pays, les architectes de la « guerre sale » n'ont pas été touchés et circulent librement dans les rues et des tortionnaires notoires sont toujours engagés par les appareils de sécurité. L'impunité se manifeste aussi au niveau des tribunaux. Dans certains pays, les coupables de crimes sont très peu poursuivis et condamnés. Le long chemin qui reste à parcourir en matière de justice est clairement illustré au Guatemala par le cas de Mgr Gerardi dont le meurtre reste impuni à ce jour et, au Brésil, par le fait que les assassins de paysans sans terre et d'enfants de la rue agissent encore impunément.

L'impunité est corrosive. Elle détruit la démocratie. Le niveau d'imputabilité des militaires au système judiciaire est un important indicateur du contrôle civil démocratique. Le problème le plus grave est sans doute l'utilisation de paramilitaires. Les groupes paramilitaires opèrent dans une zone grise qui se situe entre le commandement militaire et une certaine autonomie. Ces organisations ont une fonction de gardiens en limitant les droits démocratiques et en s'attaquant aux politiques qui menacent les élites. Et surtout, elles créent la terreur, elles servent ainsi à maintenir les populations politiquement inertes. Elles servent aussi à libérer l'État de toute responsabilité.

L'utilisation de paramilitaires par les forces gouvernementales au Chiapas, au Mexique, a été amplement documentée et prouvée hors de tout doute. Les paramilitaires ont été rendu responsables du massacre d'Acteal en décembre 1997, où une cinquantaine de familles furent assassinées de sang froid après avoir assisté à la prière dans une église de la localité.

Par ailleurs, la Colombie constitue peut-être l'exemple le plus douloureux de cette politique ou de cette stratégie et les rapports qui nous parviennent chaque jour de ce pays sont très préoccupants et révoltants. La Colombie est aujourd'hui un pays où les assassinats politiques sont devenus monnaie courante. Chaque jour, plus de trois personnes sont assassinées pour des motifs politiques. Il est, actuellement, le pays d'Amérique latine où l'on assassine et l'on persécute en plus grand nombre les défenseurs de droits humains et les syndicalistes. La Colombie est un trou noir en matière de droits humains.

Pour ces raisons, nous nous sommes donné comme cheval de bataille la lutte à l'impunité ainsi que la dénonciation continuelle des violations des droits humains au Mexique, en Colombie et au Guatemala. Nous vous demandons de continuer votre appui afin de poursuivre notre mission! ⊗

LA HABANA
CERCA DEL
CAPITOLIO —
Aquí parece
que todo se
está derrumbando —
Debe ser
porque
parece tan
bonito.
PP
07
12
01

OMBRES ET LUMIÈRES DE LA CRISE ARGENTINE

PAR MARIE-CHRISTINE DORAN

LE *PIBE ATTENDIT QUE LES ASSEMBLÉES DES DIFFÉRENTS *BARRIOS*** FINISSENT LEURS RAPPORTS. IL LEVA ENSUITE LA MAIN ET DIT: « JE VOUDRAIS VOUS INFORMER DE L'ASSEMBLÉE QUE NOUS AVONS TENUE AU COMMISSARIAT ». MAIS TOUT DE SUITE LES *VECINOS**** DE L'ASSEMBLÉE INTER-QUARTIER DE PARQUE CENTENARIO L'INTERROMPIRENT, UN PEU ÉNERVÉS, POUR LUI DEMANDER DE S'EXPLIQUER, CE SUR QUOI IL RÉPONDIT: « NOUS AVONS ÉTÉ DÉTENUS LORS DE LA DERNIÈRE MANI F DE CASSEROLES ; PUISQUE NOUS ÉTIONS TOUS AU COMMISSARIAT, NOUS AVONS DÉCIDÉ D'Y TENIR UNE ASSEMBLÉE. POUR LA PROCHAINE MANIF, NOUS PRÉPARONS UN RÉSEAU D'ASSEMBLÉES INTER-COMMISSARIATS ».
TOUT LE MONDE A APPLAUDI.

*GARS **QUARTIERS MARGINAUX ***HABITANTS

IL EST TOUJOURS SURPRENANT DE VOIR LES PEUPLES LATINO-AMÉRICAINS SE RELEVER ET RÉINVENTER DE NOUVELLES MANIÈRES DE RÉSISTER ET DE TRANSFORMER LEUR RÉALITÉ : EN PLEIN MILIEU D'UNE CRISE D'UNE AMPLEUR DIFFICILEMENT IMAGINABLE, OÙ 14 MILLIONS ET DEMI DE PERSONNES SUR 36 MILLIONS VIVENT EN DESSOUS DU SEUIL DE PAUVRETÉ, ALORS QUE L'ÉTAT EST DEVENU, ENCORE UNE FOIS, LE PIRE ENNEMI DES PETITS, DES ARGENTINS TROUVENT LE MOYEN D'INNOVER ET DE METTRE DE L'AVANT DE NOUVELLES FORMES D'ORGANISATION POPULAIRE AUTOUR DU MOUVEMENT DES *PIQUETEROS*, QUI COHABITENT AVEC UN MOUVEMENT PLUS VASTE ET PLUS SPONTANÉ, CELUI DES *CACEROLEROS*, QUI PERMET À DES SECTEURS JUSQUE-LÀ ESSENTIELLEMENT TOURNÉS VERS LEURS PRÉOCCUPATIONS INDIVIDUELLES «D'ENTRER EN POLITIQUE», DE RÉALISER L'IMPORTANCE DE LEUR RÉSISTANCE.

À côté de cela, la crise met aussi en scène les «méchants»qui sont bien sûr, aux yeux de la population et d'une grande partie des médias argentins les banques, le FMI et la Banque mondiale, mais aussi les gouvernements: celui du péroniste Carlos Menem, ayant pourtant profité d'un important appui de la population, celui de Fernando De la Rúa, représentant le Parti Radical à la tête de la coalition de centre-gauche, le Frente país solidario en qui plusieurs avaient mis leur confiance et qui a abandonné le pays après que 31 manifestants aient été abattus pour avoir demandé que les responsables du désastre ne s'enfuient pas. Quant au gouvernement actuel du péroniste Eduardo Duhalde, il se plaît à offrir l'image ambiguë d'une sorte de martyr manœuvrant pour le peuple alors que ce dernier multiplie les manifestations contre lui mais aussi, de manière générale, contre tout gouvernement, tandis que l'Église catholique effectue une rentrée en politique en participant à une Table de concertation mise de l'avant par le gouvernement Duhalde.

FMI ET CLIENTÉLISME : UN MÉLANGE EXPLOSIF

La crise argentine telle que nous en avons connaissance depuis décembre 2001 est en grande partie le résultat d'un modèle qui concilie le libéralisme prôné par les Institutions financières internationales (FMI) et le maintien des clientèles politiques, notamment des mafias, spécifiques au gouvernement du péroniste Carlos Ménem, actuellement accusé de vente d'armes illégale. C'est ce qui explique notamment que, sur recommandation de Washington, l'Argentine a privatisé toutes ses entreprises publiques, dont plusieurs ont été vendues à perte à des entreprises privées qui n'ont pas su les faire fructifier. Pourquoi ? La réponse est cruelle et à peine croyable : les profits tirés de chaque vente, si inférieurs à ce qu'ils auraient pu être, étaient

assez tentants pour que des poignées d'individus – les fameuses clientèles politiques ménémistes – fassent primer l'appât du gain sur l'intérêt de la nation : 10 millions pour un tel, 23 millions pour un autre et tout le monde accepte de soutenir en chambre, à la cour, dans des instances patronales et syndicales vendues, la liquidation d'entreprises qui permettaient encore à l'Argentine de retirer quelques bénéfices. Comme l'indique B. Stern dans Le Monde, « sans plus d'actifs à vendre et sans possibilité d'avoir recours à la dévaluation de sa monnaie, le gouvernement est sans cesse condamné à solliciter les capitaux étrangers pour équilibrer sa balance des paiements. D'où une dette extérieure de 130 milliards de dollars. »

Alors que le FMI qui fait du populisme l'ennemi numéro un de la « bonne gouvernance », s'accommodait très bien du populisme « sauce Ménem » parce que ce dernier se pliait aux recettes néolibérales, il n'en a pas été de même lorsque le gouvernement De la Rúa est entrée en scène parce qu'il affichait des couleurs de « centre-gauche », et, même si cela était loin de vouloir se traduire par un quelconque changement de politiques, les positions du FMI se sont durcies. Dans les faits, la Banque mondiale et le FMI désignent comme « populiste » tout gouvernement vaguement interventionniste laissant selon eux planer la « menace » de la mobilisation sociale qui équivaut pour ces institutions à la formulation de demandes sociales irrecevables et la disruption de la stabilité si nécessaire pour rassurer les investisseurs étrangers, devenus les garants de la bonne marche de l'économie. Ces institutions ont bien plus peur de cela que des réseaux de clientèles politiques qui accaparaient les ressources de l'Argentine, ce qui constitue pourtant du populisme selon toutes les définitions classiques!

photo : Stuart Franklin

C'est ainsi que lorsque le gouvernement De la Rúa, héritant de la situation laissée par onze années de gouvernement Ménem, a demandé le versement promis d'une nouvelle tranche de 1,264 milliards de dollars prévu pour décembre 2001 dans le cadre du programme de 22 milliards accordé il y a un an par le FMI pour pouvoir rembourser la dette, le Fonds a refusé, arguant que les objectifs économiques promis par le gouvernement, notamment un déficit budgétaire zéro, n'avaient pas été atteints. Survient alors la panique, les investisseurs étrangers retirent leurs capitaux et le gouvernement De la Rúa, avant d'abandonner le pays à son sort et de faire tirer à bout portant sur les manifestants quelques jours avant Noël, impose un gel des épargnes et de salaires de divers secteurs des Argentins (entre autres mesures désignées par l'expression « *corralito* » ou « petit enclos ») afin d'essayer de retenir des liquidités dans le pays. D'où la crise de confiance populaire que nos médias nous ont rapportée.

DE QUEL CÔTÉ SITUER DUHALDE?

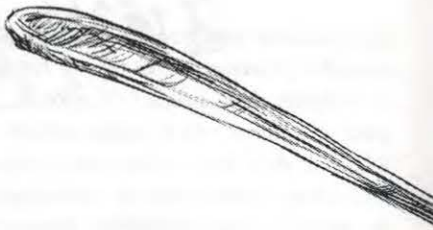
Cette crise de confiance présente des aspects qui méritent d'être éclairés. En effet, d'un côté, la population vit un grand moment de conscientisation et de solidarité, – « *la gente se volvió pueblo* » – dit l'écrivain Miguel Bonasso, mais continue également d'acheminer des demandes au gouvernement de Duhalde. Avant de nous arrêter à décortiquer les fameux *cacerolazos* qui font résonner l'Argentine depuis décembre, il importe donc de mettre en lumière les limites et possibilités du gouvernement Duhalde. Ce dernier, aux prises avec les exigences internationales, notamment le chantage des entreprises étrangères comme aux pires temps de la colonie, compose néanmoins de manière surprenante avec les diverses forces nationales qui font entendre leur voix.

En effet, le gouvernement Duhalde est le premier gouvernement qui accepte de recevoir les *piqueteros* (mouvement de travailleurs sans emploi dont nous allons reparler en détails un peu plus loin) alors que les gouvernements précédents ne l'ont jamais fait, notamment parce que ces organisations de travailleurs sont volontairement non-partisanes, ce qui empêche le jeu des clientélismes de s'exercer. Toutefois, divers dirigeants du mouvement considèrent que le gouvernement péroniste continuera de favoriser ses clientèles, notamment d'importants réseaux syndicaux. De plus, c'est la propre femme de Duhalde, « Chiche », qui assume actuellement par intérim l'équivalent du Ministère des affaires sociales et a déclaré publiquement son intention d'administrer les mesures sociales du gouvernement par des réseaux d'ONGs parce qu'elle ne fait pas confiance à des organisations autonomes de travailleurs!

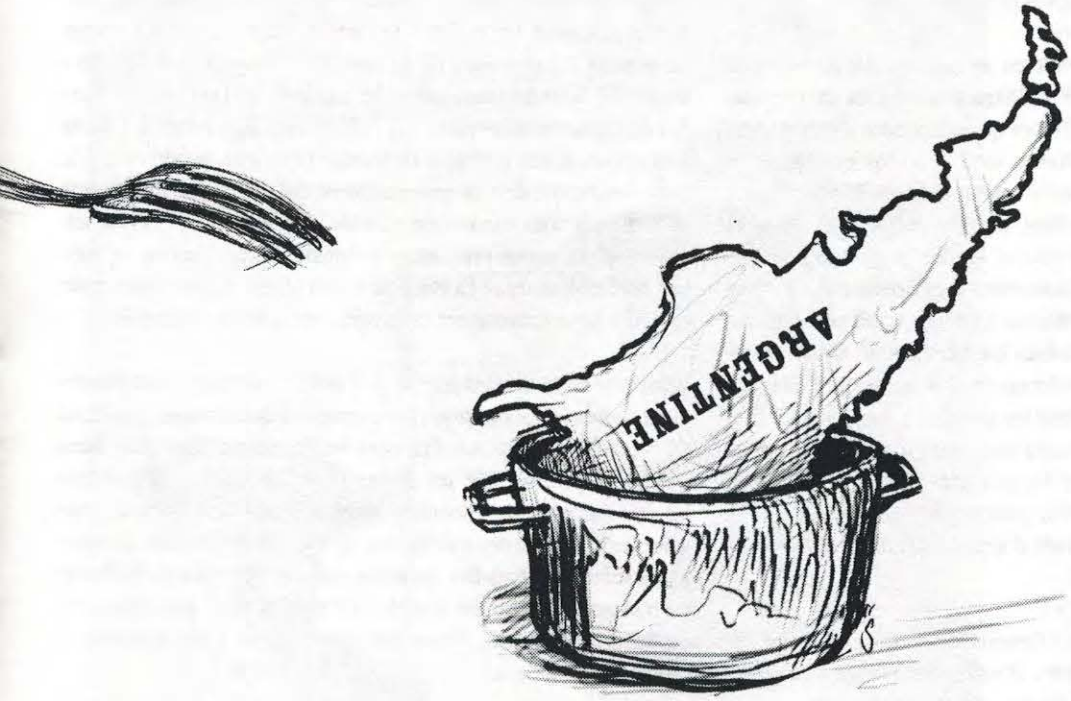
Les réactions du gouvernement Duhalde face aux *cacerolazos* et autres manifestations populaires sont aussi un élément important à suivre, car jusqu'à présent, d'après les sources argentines consultées, la répression des manifestants n'a rien de comparable à celle exercée par les gouvernements précédents. L'attitude de tolérance face aux manifestants – Duhalde accepte de les recevoir en disant : « je parle aux banquiers, au FMI et aux grands entrepreneurs, comment pourrais-je ne pas parler aux travailleurs? » – constitue également une différence importante d'avec les stratégies gouvernementales adoptées dans d'autres pays comme au Mexique où même le PRD au pouvoir dans la ville-État de Mexico refuse désormais de recevoir tout représentant de mobilisations collectives. Suite à plusieurs jours de *cacerolazos*, l'actuel Ministre du travail argentin, Alfredo Atanasof, a déclaré que : « le gouvernement partage la douleur et l'angoisse des gens dans cette situation où l'Argentine apparaît divisée. Tous ont le droit d'exprimer leur mécontement et c'est le rôle de l'État que de garantir ce droit » . Que cette déclaration soit faite avec sincérité ou non, il reste qu'il est plus difficile de faire tirer l'armée sur le peuple lorsqu'un Ministre parle ainsi... D'ailleurs, quelques jours plus tard, le gouvernement annulait une manifestation péroniste (Parti Justicialiste) de soutien qui devait réunir plus de 100 000 manifestants en invoquant que l'heure n'était pas aux réjouissances. Divers analystes argentins ont interprété ce geste comme une décision courageuse de la part du gouvernement Duhalde car le prix politique à payer à l'endroit des péronistes de Buenos Aires allait certainement être très élevé.

La lutte à la corruption semble aussi être menée sérieusement depuis l'avènement du nouveau gouvernement: un nouveau délit, celui de «subversion économique» a été mis de l'avant pour pouvoir inculper les responsables de blanchiment d'argent et de fuites de capitaux. L'argument du gouvernement est que, si l'on impose aux petites gens de ne pas pouvoir retirer plus que l'équivalent de 250 dollars par semaine, on ne peut pas laisser des financiers et hommes d'affaires contourner les mesures prises pour tenter de garder les capitaux en Argentine. Ainsi, le 27 janvier dernier, le, vice-président de la Banque générale d'affaires (*Banco General de Negocios* (BGN), Carlos Rohm est arrêté et d'autres arrestations préventives ont continué d'avoir lieu depuis.

Il y a également eu démonstration d'une certaine volonté politique du Ministre de l'économie, Remes Lemicov, de résister aux pressions combinées des banques étrangères, du FMI et de l'*Asociación de Bancos de la Argentina* alliés aux entrepreneurs les plus puissants du pays, qui demandent que le taux de change soit flottant et donc soumis à toutes les pressions des spéculateurs, tandis que le gouvernement Duhalde se bat pour continuer à mettre de l'avant un taux fixe au peso par rapport au dollar américain. Il est vrai que le taux de change pour les dépôts et crédits supérieurs à 100 000 dollars avait initialement été fixé par le gouvernement à 1,40 peso pour un dollar U.S, ce qui impliquait que l'État (et donc la population) défraie une différence équivalente à 6000 millons, et qu'ensuite le Ministre a descendu cette marge à 1,20, passant ainsi à absorber une différence de 10 000 millions de dollars, tandis qu'à l'heure qu'il est, les secteurs bancaires continuent de faire pression pour baisser encore le seuil avec le soutien –non-négligeable– du FMI. Le dossier est donc à suivre.



Enfin, le gouvernement Duhalde a aussi invité l'Église catholique à participer à diverses instances de dialogue et discussion sur l'avenir du pays. Le père Éloi Roy, P.m.é oeuvrant à Tilcara dans l'extrême-nord de l'Argentine émet beaucoup de réserves à ce sujet en écrivant, dans un article daté du 28 janvier 2002 « *Et l'Église? Quelle bonne nouvelle annonce-t-elle dans tout ce tohu-bohu? Elle parle de dialogue, de paix, de réconciliation, de négociation. Elle favorise les échanges à haut niveau avec ce Président corrompu qui, sans doute cherchant à plaire aux évêques, ne craint pas de se présenter comme un fervent partisan de la Doctrine sociale de l'Église. Espérons que la diplomatie ne l'emportera pas tout à fait sur le prophétisme* ». Cependant, cette initiative fut accueillie favorablement par une très grande majorité d'évêques et par la Conférence épiscopale qui auraient été « baillonnés » dans leurs critiques du modèle économique générateur de pauvreté du temps de Menem par une poignée d'évêques alliés à ce dernier et représentés auprès du Vatican par le Cardinal Caselli qui se chargeait de présenter au Pape une image de gestion modèle de l'Argentine par Menem, ce qui valut à ce dernier de nombreuses félicitations de la part de Jean-Paul II. Toutefois, le gouvernement Duhalde a également nommé ce même cardinal Caselli à la tête du Ministère du culte, ce qui provoque actuellement la surprise et l'indignation des évêques et religieux participant aux tables de concertation.



QUI Y A-T-IL DERRIÈRE LES CASSEROLES?

Quoi qu'il en soit, le gouvernement ne saurait contourner les immenses pressions populaires dont la massivité et la persévérance ne se démentent pas. À l'avant-plan de la scène, il y a ces centaines de milliers de *caceroleros*, citoyens en colère manifestant leur rejet des politiciens corrompus et inféodés à un modèle économique complètement décro ché de la réalité de la très grande majorité des Argentins. La crise a consacré l'expression « *caceroleros* », qui désigne en fait une sorte de nébuleuse de citoyens que l'on dit de «classe moyenne» – pour insister sur le fait que ce sont des secteurs qui ne sont pas traditionnellement actifs dans les manifestations – mais qui regroupe en fait tous les Argentins mécontents de voir leurs épargnes gelées par le « *corralito* » (petit enclos). Les manifestations de casseroles appellées *cacerolazos* regroupent aussi d'importantes organisations comme la combattive *Central de Trabajadores Argentinos*, de même que les mères de la Place de mai (*Linea Fundadora*)et diverses associations d'avocats qui se sont jointes au mouvement alors que les citoyens commençaient à s'organiser pour réclamer le remplacement de tous les juges actuels de la Cour suprême par des juges faisant l'objet d'un consensus social! La force des *caceroleros* repose aussi sur la surprenante fiabilité de leurs actions auto-convoquées et planifiées à travers un réseau extrêmement vaste d'assemblées de quartiers nées durant la crise et de plate-formes de coordination de ces assemblées.

Toutefois, il arrive que l'on confonde les caceroleros avec une autre composante du mouvement beaucoup moins connue, parce que plus dérangeante: ceux que l'on appelle les *piqueteros*, mais qui se désignent eux-mêmes comme « Mouvement de travailleurs sans emploi » (*Movimiento de trabajadores desocupados* MTD), montrant par là toute l'importance de la dignité encore accordée au statut de travailleur en Argentine. Jusqu'à la grande marche du 27 décembre 2001, dont nous allons reparler un peu plus loin, *caceroleros* et *piqueteros* étaient pourtant séparés. En fait, les mouvements de travailleurs sans emploi existent depuis 1993 dans diverses capitales provinciales d'où ils ont fini par gagner les quartiers ouvriers de Buenos Aires à la fin des années 90, notamment autour des protestations contre les hausses des prix de l'électricité provoquées par la privatisation faisant en sorte que les familles incapables de payer se retrouvaient sans courant.

Le nom de *piqueteros* leur vient de leur stratégie centrée sur l'établissement de barrages, la première fois à Cutral Có, dans la province de Neuquén en 1996 . On cherchait par là à montrer que les pertes d'emploi, les fermetures d'usines et la privatisation des entreprises nationales étaient intolérables dans un pays où les retraités meurent parfois de faim après toutes les coupures faites à leur pension. En 2000, des villes auparavant très prospères se joignent au mouvement : c'est que le gouvernement ne respecte pas ses engagements de financer de l'emploi alternatif à la fermeture d'usines suite aux privatisations. Le chercheur James Petras, spécialiste des mouvements argentins et des sans-terre brésiliens, indique que ce non-respect des engagements du gouvernement répondait à des exigences fiscales du FMI . Bien que l'action des piqueteros repose tout autant sur l'envoi de pétitions et demandes aux gouvernements municipaux, provinciaux et fédéral, ce sont les occupations et les barrages de routes qui ont frappé l'imagination du public et

jusqu'à tout récemment,beaucoup d'Argentins de classe moyenne considéraient d'un mauvais œil ces ouvriers « révoltés ».

Le travail réalisé par les piqueteros se fait tant au niveau local qu'au niveau de plate-formes politiques nationales et présente des innovations extrêmement riches qui permettent d'espérer leur durée au-delà de la crise. Au niveau local, le sociologue James Petras explique que le MTD est né et continue à fonctionner à partir d'organisations populaires de base, dirigées par des membres des différents quartiers et municipalités –qui sont souvent un euphémisme pour désigner des bidonvilles et campements– selon un modèle très décentralisé et territorial. Chaque quartier est organisé en une assemblée générale où tous les membres actifs participent et décident des politiques, des demandes à présenter à l'État et des stratégies d'action. Comme dans les grandes protestas chiliennes contre Pinochet, des sympathisants organisent le soutien à diverses actions, fournissant nourriture ou pancartes, soignant les blessés, cachant les manifestants contre la police en cas de poursuite. D'un quartier à l'autre, des délégations d'appui arrivent si les choses se compliquent avec les autorités.

Dans certains quartiers comme à General Mosconi, des centaines de micro-projets, certains auto-gérés, d'autres bénéficiant d'un appui de l'État (ce qui implique que les travailleurs aient maîtrisé l'art de présenter des projets) permettent d'assurer l'approvisionnement en nourriture (agriculture biologique et boulangeries populaires), l'assainissement de l'eau, des cliniques de santé locales,etc. Dans ce quartier, les membres du Mouvement des travailleurs sans emploi ont même fini par remplacer *de facto* les élus municipaux dans diverses réunions et assemblées!

Une autre partie importante du travail du mouvement consiste à unir tous les efforts afin de faire pression pour obtenir ou garder le plus d'emplois possibles. À ce titre, les *piqueteros* ont développé des tactiques étonnantes : on n'envoie jamais des militants isolés négocier avec le gouvernement, car la tentation de gains individuels serait alors trop forte. Les rencontres avec les autorités ont toujours lieu de manière publique et lorsque des emplois ont été obtenus, l'assemblée des travailleurs se réunit pour attibuer ces emplois selon une évaluation collective des besoins : les familles les plus mal prises auront priorité mais un système de rotation fonctionne aussi pour que tous puissent travailler à certains moments.

Il semble que les pratiques honnêtes et solidaires du mouvement aient valu aux *piqueteros* le soutien nécessaire à leur force actuelle au niveau de l'action collective, car ils ont réussi à agglutiner d'autres organisations populaires et à fonder, le 24 juillet 2001, la première Assemblée nationale des organisations populaires, territoriales et de chômeurs. Suite à cela, ils ont pu réaliser en août et septembre 2001 diverses actions d'une importance inégalée, incluant des grèves générales nationales, le blocage de l'entrée de grands centres financiers ainsi que de plus de 300 autoroutes dans tous le pays et ce, en alliance avec divers secteurs syndicaux dissidents. Ces actions visaient à demander du travail mais aussi à mettre de l'avant d'autres revendications qui démontrent le niveau de politisation du mouvement et permettent de comprendre pourquoi, dans la crise actuelle, la volonté populaire semble ne pas se démentir, soit : (1) le non-paiement de la dette extérieure argentine car contractée de manière frauduleuse ; (2) le contrôle public des fonds de pensions ; (3) la re-nationalisation des banques et d'entreprises dans des domaines stratégiques ; (4) l'allègement des dettes des petits agriculteurs et une politique de soutien pour leurs produits ; (5) le rejet catégorique de tout gouvernement qui laisse le peuple mourir de faim et de tout remaniement ministériel. Autour de ces revendications, deux autres rencontres nationales eurent lieu en septembre 2001 à Matanza et La Plata où furent réunis plus de deux mille délégués pour coordonner un programme d'action nationale.

Il importe aussi de souligner à quel point l'existence d'un mouvement comme celui des *piqueteros* remet en question des pratiques de clientèles politiques solidement implantées en Argentine, bien qu'il faille préciser que les classes populaires étaient loin d'être les plus importantes clientèles politiques actuelles. Dans la crise actuelle, le fait que des contingents de milliers de militants non-partisans soient présents face au gouvernement péroniste de Duhalde représente une nouvelle donnée politique pour le gouvernement de Buenos Aires : des classes populaires prêtes à un changement profond du politique.

¡PIQUETE Y CACEROLA, LA LUCHA ES UNA SOLA! (PIQUET ET CASSEROLE : UNE SEULE LUTTE !) OU QUAND L'IMPOSSIBLE ARRIVE...

Malgré ses dimensions et son niveau d'organisation, ce n'est pas le mouvement des *piqueteros* qui a occupé les manchettes et ce n'est que lorsque les *piqueteros* ont gagné l'appui de la nébuleuse des classes moyennes formant le mouvement des caceroleros au cours d'une spectaculaire marche de 28 kilomètres les menant de Matanza, district le plus populeux de Buenos Aires à la Plaza de Mayo, esplanade du Parlement, que s'est produit le début d'une formidable alliance, alors qu'en février 2001, une marche semblable avait récolté beaucoup de critiques. Lors de la méga-manifestation de la fin décembre, les commerçants caceroleros attendaient les milliers de marcheurs *piqueteros* avec un déjeuner de montagnes de *facturas* (pâtisseries argentines) et de *mate* (boisson typique des *gauchos* argentins). C'est là qu'est née spontanément une nouvelle consigne : « *Piquete y cacerola, la lucha es una sola!* » montrant par ces mots-mêmes toute la distance qui pouvait exister entre les deux camps jusque-là, notamment parce que beaucoup de caceroleros sont des petits commerçants qui redoutent les saccages de super-marchés perpétrés par les foules affamées. *Caceroleros* et *piqueteros* ont demandé au gouvernement Duhalde de tenir la promesse faite par le gouvernement antérieur, mais entérinée par l'équipe péroniste, de faciliter la création d'un million d'emplois, de libérer tous les prisonniers ayant été incarcérés parce qu'ils réclamaient de la nourriture, la reconnaissance officielle des organisations de *piqueteros*, et le renouvellement de la Cour Suprême.

Au moment d'aller sous presse, les premières procédures de destitution des juges de la Cour suprême étaient en préparation.

photo : O. Louis Mazzatenta

Le gouvernement était également en négociation avec les *piqueteros* quand aux échéances de création des emplois promis durant l'année 2002 et la possibilité d'une participation des *piqueteros* à la distribution de ces emplois à l'extérieur de Buenos Aires où des comités à cet effet fonctionnent déjà comme nous l'avons mentionné plus haut, afin d'éviter que ces emplois ne fassent l'objet de favoritisme clientéliste. Quoi qu'il arrive, il s'agit d'un grand tournant dans la conception du politique des Argentins.

Dans un article intitulé « *La gente volvió a ser pueblo* » , le journaliste argentin Miguel Bonasso écrivait, le 28 décembre, et je vous le laisse d'abord en espagnol :

« En la carretera iluminada por la luna llena se encolumnan con gran disciplina cuatro o cinco mil «piqueteros», (...) que se manifiestan como siempre ocurre en las grandes gestas populares: con sus familias. Son la versión criolla y tercermilenaria de los miserables decimonónicos que Victor Hugo inmortalizó desde la ternura. Desocupados. Desheredados. Marginados. Pero formidablemente organizados. »

« Sur la grand-route baignée par la pleine lune, marchent en grande discipline quatre ou cinq mille *piqueteros*, qui, comme dans toutes les grandes occasions, se déplacent en famille. Ils sont la version autochtone et trimillénaire des Misérables que Victor Hugo a immortalisé avec tendresse. Sans emploi. Déshérités. Marginalisés. Mais aussi formidablement organisés. »

Gageons que nous n'avons pas fini d'en entendre parler. ⊗

CHILI : ÉLECTIONS PARLEMENTAIRES

QUESTIONNEMENT DE LA TRANSITION PERPÉTUELLE

Par Ricardo Peñafiel

LORS DES ÉLECTIONS PARLEMENTAIRES DU 16 DÉCEMBRE AU CHILI, 44% DES PERSONNES EN ÂGE DE VOTER SE SONT ABSTENUES : 20% NE SE SONT PAS INSCRITES SUR LES LISTES ÉLECTORALES ET 24% DES INSCRITS ONT ANNULÉ LEUR VOTE. CE REFUS DE LA POLITIQUE FORMELLE, PERÇU PAR PLUSIEURS COMME L'INDICATEUR D'UN DÉSINTÉRÊT MASSIF DES CHILIENS POUR LA POLITIQUE EN SOI, MONTRE AU CONTRAIRE LA CAPACITÉ CRITIQUE D'UNE POPULATION QUI REFUSE DE SE FAIRE BERNER PAR DES MÉCANISMES DE RESTRICTION SYSTÉMATIQUE DE LA DÉMOCRATIE. EN EFFET PLUSIEURS VOTES NULS ÉTAIENT DÉCORÉS DE DÉCLARATIONS POLITIQUES EXPRIMANT UN REJET CONSCIENT DE LA « FARCE ÉLECTORALE ». BIEN QUE CETTE MASSE DÉSABUSÉE PAR LA DÉMOCRATIE SOUS TUTELLE NE SOIT PAS EN MESURE DE PRÉSENTER UN PROJET UNITAIRE ET UN FRONT DE LUTTE SUFFISAMMENT COHÉRENT POUR RENVERSER L'ACTUEL RÉGIME POST-DICTATORIAL, CERTAINES LUTTES PARTIELLES SE PRÉSENTENT COMME LES EMBRYONS D'UN POUVOIR POPULAIRE QUI PUISE DANS LA MÉMOIRE D'UNE HISTOIRE TRONQUÉE LES FORCES POUR AFFRONTER LES CONJONCTURES ADVERSES.

SCÈNE POLITIQUE ET PROTAGONISME POPULAIRE

Pour plusieurs, le désintérêt des Chiliens, notamment des jeunes, envers la politique serait le fruit de l'œuvre dévastatrice de la dictature et du consumérisme. Envoûtée par des désirs de consommation et sans expérience préalable d'un système de partis, la génération post-dictatoriale n'éprouverait aucune passion pour la politique. Sans être absolument faux, ce commentaire laisse de côté l'essentiel du problème, à savoir le fait que, dans le Chili post-dictatorial, la politique a changé de nature. On ne peut évaluer la désaffection électorale à l'aune d'une conception abstraite et éternelle de la politique. Pour contextualiser, il faut identifier les différentes formes qu'a pris la scène politique chilienne et les mettre en lien avec les processus de participation politique qui s'y sont déroulés.

Avant le coup d'État du général Pinochet, le système de partis chilien suscitait non seulement une participation électorale mais un intérêt et un protagonisme populaire dans la structuration des espaces publics. À titre d'exemple nous n'avons qu'à penser au mouvement de prises de terrain qui a mobilisé quelques 300 000 familles autour de la dispute pour la propriété et le contrôle du sol urbain, ou au mouvement syndical qui regroupait plus du tiers de la population active et l'impliquait de telle sorte dans la prise de décisions que les travailleurs ont été en mesure d'exproprier et/ou de gérer des usines lorsque le boycott de la production menée par la bourgeoisie contre le gouvernement de l'Unité populaire (UP) l'a rendu nécessaire. Les exemples de participation populaire à la vie politique chilienne sont trop nombreux pour être traités dans le cadre de cet article. Contentons nous de préciser que la participation du mouvement populaire à la vie politique suscitait également la mobilisation des masses par la droite qui était capable de remplir la rue et d'organiser des « *cacerolazos* » ou des grèves pour s'opposer au processus de l'UP.

Toute cette participation passionnée à la vie politique sera interrompue par le coup d'État du 11 septembre 1973 qui se donne comme tâche principale la «dépolitisation» de la sphère publique. En effet, la dictature du général Pinochet ne combattait pas exclusivement la subversion. Il n'y a pas que les partis de gauche qui aient été interdits, tous les autres partis seront «suspendus», c'est-à-dire qu'ils ne pouvaient pas développer d'activités publiques jusqu'à nouvel ordre. La loi du travail décrétée par la dictature interdisait explicitement les grèves « politiques » et cherchait résolument à briser l'unité du mouvement syndical. De son côté, la terreur d'État cherchait à enrayer le problème du protagonisme populaire généralisé.

Toutes ces mesures (ainsi que des centaines d'autres) ne sont pas parvenues ni a faire disparaître l'activité des partis politiques de gauche qui s'organisent clandestinement, ni a éliminer le mouvement syndical qui, bien qu'extrêmement amoindri sera notamment en mesure de convoquer à la première protesta nationale en 1983 et parviendra à conserver la structure de la Centrale unique des travailleurs (CUT), ni a éliminer le protagonisme populaire qui explose dans des formes hétéroclites de manifestation structurées autour des protestas. Les lycées et les universités sont deve-

nus des lieux de résistance et de lutte contre la dictature d'un étonnant dynamisme, alors même que les directeurs étaient nommés par le régime et que les règlements étaient modifiés pour permettre le contrôle de la population étudiante. Ces jeunes qui ont envahi l'espace public à partir des écoles ou des poblaciones (quartiers marginaux) étaient de très jeunes enfants au moment du coup d'État, ils n'avaient pas plus d'expérience de la démocratie que les jeunes qui actuellement semblent tourner le dos à la politique. Il est donc difficile d'abonder dans le sens de la thèse voulant que la dictature soit responsable de ladite dépolitisation actuelle.

VIOLENCE POPULAIRE ET CIVILITÉ DICTATORIALE

La différence entre ces deux génération se situe dans le type de scène politique sur laquelle elles se projettent. La scène politique qui se reconstitue à partir des protestas est une scène « sauvage », c'est-à-dire que les acteurs constitutifs de la scène politique surgissent sans suivre de règle prédéfinie. Les jeunes et les pobladores trouvent dans cet espace arraché à la dictature le terrain fertile pour déployer des formes de participation non censurées par un appareil de parti ou une institutionnalité politique quelconque.

Par contre, le bloc d'« opposition au tyran » va s'effriter très rapidement autour du thème de la violence. L'opposition de centre-droite accusant l'opposition de gauche de semer la terreur et de menacer le pays d'une dérive totalitaire. La ligne de partage entre les camps politiques change pour s'établir, non pas entre société et dictature mais entre civilité violence. Plus la stratégie insurrectionnelle semble s'essouffler et plus les partis traditionnels de gauche (comme le MAPU ou le Parti Socialiste) se joignent à la solution pactisée, préférant la légalité dictatoriale à la violence populaire. La hiérarchie de l'église catholique participe à ce discours sur la violence condamnant tout autant la violence d'État que la violence populaire. Cette condamnation tous azimut de la violence n'établit aucune distinction entre une barricade enflammée qui vise à interdire l'accès à un territoire aux forces répressives, et la violence systématique de l'État qui attaque sa population dans le but de la terroriser. Au contraire, on souhaite la tranquillité de lois pour dictatoriales qu'elles soient.

On n'établit pas non plus de distinction entre la violence instrumentalisée des groupes armés de gauche et la grève sociale que représente la protesta. Le protagonisme populaire expérimenté par des centaines de milliers de Chiliens lors des protestas et qui leur permettait d'agir politiquement alors même que tous les canaux d'expression institutionnalisés étaient fermés, sera ainsi combattu par les « démocrates » qui ne peuvent concevoir d'autre participation citoyenne que celle médiatisée par un système de partis.

LA TRANSITION ÉTERNELLE

À l'appui de cette peur de l'action incontrôlée des masses, les politologues, pour la plupart membres de partis d'opposition (au régime de Pinochet), importent les théories à la mode aux États-Unis et dans les institutions internationales, sur la lutte contre la pauvreté, la bonne gouvernance, la stable democracy et le choix rationnel. Ils pro cèdent à une relecture de l'histoire et à une refonte des institutions politiques, parfaitement compatible avec la légalité dictatoriale qu'ils endossent d'autant plus aisément qu'elle est inspirée par les mêmes théories étasuniennes importées une décennie plus tôt par les Chicago boys.

photo : Hector Poblete

La moneda, Santiago, Chili

L'ensemble des principes que nous venons de mentionner, appliqués à la conjoncture de la fin des régimes dictatoriaux a donné lieu aux théories de la transition vers la démocratie. Cette science de la transition (la transitologie) cherche à établir les conditions abstraites et universelles pour réussir à implanter de manière durable les institutions démocratiques au sein d'une société déchirée par des années d'autoritarisme. Les transitologues au pouvoir établissent ainsi que la polarisation engendrée par les positions extrêmes (de droite comme de gauche) aurait conduit au développement des régimes militaires partout sur le continent et que cette même polarisation rendrait impossible l'enracinement des institutions démocratiques balbutiantes. Les élites modérées, n'ayant rien à gagner advenant la victoire de l'un ou de l'autre camp, auraient tout intérêt à s'entendre sur des règles communes de cohabitation qui combattent l'extrémisme.

Bien entendu, parmi les extrémistes c'est seulement les groupes armés de gauche qui subiront la répression d'une loi anti-terroriste violant les garanties constitutionnelles qu'elle est sensée protéger. La loi anti-terroriste appliquée par le gouvernement de la Concertation permettait (car elle a été amendée) d'emprisonner sans mandat, sans communication avec l'extérieur pendant cinq jours (de manière à procéder aux interrogatoires qui s'imposent pour le démantèlement de ce type d'organisation) tout suspect, sans avoir à fournir aucune preuve de sa culpabilité. Le délit d'omission, incriminant tout sympathisant qui, sans faire partie de l'organisation armée, ne la dénonce pas, rendait cette loi d'exception normalisée une menace pour toute la gauche.

Bien que le monopole de la violence légitime soit un des fondements de l'État de droit, rien ne justifie que la lutte contre le terrorisme se fasse en dehors de l'*habeas corpus* et du droit à un procès équitable. Le gouvernement chilien a amendé cette loi anti-terroriste sur plusieurs points, mais il reste encore plus de quarante prisonniers politiques, condamnés par des tribunaux militaires, qui réclament tout simplement le droit d'être jugés par un tribunal compétent. La démocratie chilienne a ainsi torturé et emprisonné des centaines de militants de gauche, et s'attaque maintenant à la lutte des Mapuches dont nous parlerons plus loin.

Pendant ce temps, les extrémistes de droite, militaires ou paramilitaires jouissent d'une parfaite impunité pour des crimes beaucoup plus atroces que ceux commis par de pauvres brigades d'agitation armée. En abusant des termes de « pardon » et de « réconciliation », le pacte entre élites modérées pose comme condition à une transition démocratique réussie, l'amnésie historique. Le drame des droits humains étant trop grand pour pouvoir le régler sans quelques gestes symboliques de bonne foi, le Président Aylwin met sur pied la Commission Retigg, dite de vérité et de réconciliation. Malheureusement, le mandat et les pouvoirs de cette commission étaient trop limités pour réussir un quelconque de ses objectifs emblématiques. Réduisant la « vérité » à l'établissement formel du nombre de cas documentés de disparus, cette commission laisse de côté l'ensemble des crimes de la dictature comme la torture, la terreur d'État et la destruction des institutions démocratiques. De même, en laissant intacte la loi d'amnistie décrétée par le régime en 1978 qui assure l'impunité aux responsables des atrocités dénoncées par le rapport, la « réconciliation » est faite sans justice. En laissant en liberté les assassins et en construisant des prisons dorées pour les rares cas emblématiques ayant fait l'objet de condamnation, la « solution » pactisée aux violations de droits humains est un appel à la récidive.

Évidemment, on ne peut pas négliger la menace réelle que représentait, au début de la transition, le retour des militaires. Les mesures pour les ménager se justifiaient sur cette base. Par contre, rien n'a été fait pour explorer des mesures alternatives, comme celles expérimentées en Afrique du Sud dans lesquelles l'amnistie des militaires s'est faite après une condamnation juridique et un repentir public de la part des condamnés.

Le marchandage de la justice en échange de vérités partielles et de réconciliations humiliantes s'inscrit dans une rhétorique générale de condamnation du conflit. Il s'agit d'une scène politique qui fonctionne par consensus manufacturé. Pour tout conflit (de travail, relatif aux droits humains, autochtone, etc.) on nomme une table de concertation à laquelle on n'invite que les interlocuteurs qui partagent la perspective gouvernementale et dans laquelle il n'est permis de parler que des thèmes et dans les termes prédéfinis.

La table de dialogue sur les droits humains est un bon exemple. Il n'était permis que de demander aux militaires de bien vouloir dévoiler les lieux d'enfouissement des disparus en échange de l'impunité pour ceux qui collaborent. Cette initiative du ministre de la défense du gouvernement Frei, Pérez Yoma, arrive précisément au moment où les militaires se voyaient menacés par des procès rendus possibles par les effets collatéraux du cas Pinochet de même que par une ré-interprétation de la loi d'amnistie par de nouveaux juges moins liés au pinochétisme. La ténacité des organisations de familles de détenus disparus était en train de porter des fruits. Il fallait, dans la perspective du gouvernement de la transition perpétuelle, imposer une solution finale à ce conflit qui « déchire » le pays. Toutes les années au cours desquelles les militaires ont été protégés par la loi d'amnistie, le gouvernement affirmait qu'il ne pouvait pas s'immiscer dans le pouvoir judiciaire. Dès l'instant que la vérité menaçait de jeter le discrédit sur le régime originaire de la légalité actuelle, le gouvernement s'empresse de chercher une solution politique.

Les mécanismes consensuels fonctionnent dans tous les domaines. Au niveau syndical, si des travailleurs parviennent à voter une grève —malgré toutes les entraves de la loi du travail héritée de la dictature et volontairement maintenue par les gouvernements post-dictatoriaux—, on les traite de violents archaïques. On voudrait que les salariés aillent s'asseoir, sans aucune force de négociation, sur une table de « dialogue », face à un patronat armé de toutes les lois et du capital nécessaire pour imposer ses conditions. En effet, la loi du travail interdit la grève en dehors des négociations collectives, permet l'existence d'un nombre indéfini de syndicats par entreprise, permet des échelles salariales différenciées et secrètes,

facilite la mise à pied de tout employé, etc. Devant cette situation, il est étonnant que la CUT ait accepté de négocier avec le gouvernement Aylwin le maintien de cette loi après le départ de Pinochet. Pour comprendre cela, il faut invoquer le fait que la CUT a été maintenue en vie en grande partie par des fonds provenant des partis politiques en exil, aujourd'hui au pouvoir, et que le gouvernement lui offre la place privilégiée d'interlocuteur officiel pour représenter les travailleurs dans les montages de concertation d'intérêts.

De manière générale c'est toute revendication autonome de la société qui est combattue. Ainsi, dans son discours d'investiture, Aylwin, le premier président élu depuis 1970, demandait à l'ensemble de la société de contenir les demandes refoulées pendant la période dictatoriale de manière à ne pas conduire à une surchauffe du système. L'épouvantail du retour des militaires a ainsi servi au maintien de l'institutionnalité dictatoriale. Le gouvernement évitera systématiquement de convoquer à des rassemblements publics qui ouvrent la porte aux débordements, il mobilisera ses bases partisanes autour des élections en leur imposant des candidats qui, contrairement aux anciennes pratiques des partis chiliens, ne sont plus nommés par la base mais parachutés par les directions des partis. On embauchera les militants de base (qui avaient eu un rôle central dans le déroulement des protestas) dans des programmes de lutte contre la pauvreté dont les « demandes » et les bénéficiaires ciblés sont surdéterminés en fonction des équilibres budgétaires et macroéconomiques . On cherchera à limiter le potentiel participatif de la lutte pour le logement social en maintenant les programmes individuels d'épargne forcée et de subvention à l'industrie du bâtiment, que l'on reprochait au régime militaire, tout en tolérant une certaine forme de regroupement, limitée à 40 familles, de manière à inhiber l'apparition d'un mouvement .

De la même manière, la loi électorale dite binominale, qui encadre les élections dans le Chili post-dictatorial, rend impossible le pluripartisme. En effet, deux députés doivent être élus par circonscription et chaque coalition de partis peut présenter deux candidats ; le candidat majoritaire reçoit le premier siège, mais le deuxième siège ne va pas nécessairement au candidat qui le suit en nombres de votes exprimés. S'il est de la même coalition que le premier, ses votes doivent être supérieurs à ceux des deux candidats de l'autre coalition réunis. Pour remporter les deux sièges, les coalitions doivent cumuler 67% des voix. Le résultat concret a été que la droite, avec 35% des votes valides récoltait 50% des sièges et que les partis minoritaires n'en récoltaient aucun. Mainenant que les deux camps sont pratiquement à égalité, la loi électorale peut se tourner à la faveur de la Concertation, mais pourquoi l'avoir maintenu avant ? La réponse se trouve dans les théories de la transition qui donnent à la stabilité une valeur plus grande qu'à la représentativité.
La même réponse s'applique pour les sénateurs désignés qui assurent une sur-représentation à la droite, puisque les militaires ont un représentant par corps armé (c'est-à-dire quatre sénateurs institutionnels), que la Cour suprême reçoit également un siège et que chaque ancien président ayant exercé le pouvoir pendant plus de 6 ans (parmi lesquels se trouvait Pinochet) se retrouve avec un siège au Sénat à vie. Encore une fois la sur-représentation de la droite tend à changer à mesure que les représentants pinochétistes de la magistrature sont remplacés par des sympathisants de la Concertation et que les anciens présidents concertationnistes viennent occuper de nouveaux sièges. Mais l'enjeu ne se situe pas dans une fausse opposition gauche-droite. Les deux camps sont unis derrière la volonté d'exclure du système politique formel toute formation qui n'entre pas dans le pacte de bonne gouvernance

Là politique a ainsi été professionnalisée. Elle est la chasse gardée des quelques rares machines partisanes ayant les ressources pour entrer dans le jeu des campagnes électorales médiatiques. Les partis embauchent des firmes étrangères de publicité pour leur construire une image et n'exposent, pas plus qu'ils ne discutent, aucun programme politique. La frontière entre la gauche et la droite s'amenuise, puisque les deux camps s'entendent sur l'essentiel. Rien d'étonnant à ce que cette nouvelle scène politique ne parvienne pas à susciter la passion des masses. L'objectif est tout autre. Le système politique chilien vise à engendrer l'adhésion passive au pacte entre élites modérées. Il ne s'agit pas de susciter la participation politique, mais la participation aux programmes ciblés, aux élections et au marché.

La désafection électorale indique ainsi le refus de ce projet de société pacifiée et bien gérée. Au 44% de non-participation aux élections il faut encore ajouter le 5% de votes pour les partis marginaux (comme le Parti communiste ou le parti humaniste) ainsi que le vote utile de plusieurs sympathisants de la Concertation qui ont cru en la menace du retour de la droite lors des dernières élections présidentielles tout en restant insatisfaits de la « stable démocratie » chilienne. De là à déduire que plus de 50% des Chiliens sont antisystémiques il y a un énorme pas à franchir. Des systèmes comme celui que l'on retrouve aux États-Unis réussissent très bien à engendrer le degré de légitimité tacite nécessaire pour pouvoir se perpétrer avec une participation électorale inférieure à 50%.

Il existe cependant dans le Chili contemporain des points de rupture qui pourraient grandir en force en canalisant ce mécontentement vers des formes d'intervention politique qui rejoignent cette volonté séculaire de la participation. La lutte pour les droits humains a fait d'énormes percées judiciaires et politiques, grâce notamment à la conjoncture ouverte par l'arrestation de Pinochet à Londres. Aujourd'hui les organismes de défense des droits humains dénoncent la torture et la terreur de la dictature comme des crimes passés sous silence. La FUNA —organisation politique dont la pratique consiste à rendre publiques les preuves des crimes commis par des agents du régime militaire qui vivent aujourd'hui en parfaite impunité— dénonce également le modèle économique et politique comme des crimes de la dictature perpétués par la Concertation. La justice refusée par les gouvernements de la Concertation engendre ainsi des mouvements de participation politique capables de créer des conjonctures politiques et de statuer publiquement sur les fondements éthiques de la société.

De même, au niveau syndical et étudiant, un mouvement autonomiste cherche de manière systématique et avec de plus en plus d'efficacité à disputer à la CUT ou aux organisations étudiantes subordonnées aux partis politiques les espaces de création des mouvements syndical et étudiant. Certains pobladores montrent également l'exemple de ce que voudrait dire un contrôle démocratique du territoire. Tandis que la résistance des Mapuches contre les constructions de barrages hydroélectriques de même que contre la coupe à blanc sur leurs terres questionne le modèle de développement économique et montre une capacité de mobilisation extrêmement radicale.

Ce survol des principales luttes qui se profilent comme les embryons d'un pouvoir populaire capable d'établir les termes de la reproduction de la société devra être étayé dans un prochain article ⊗

Patagonie chilienne

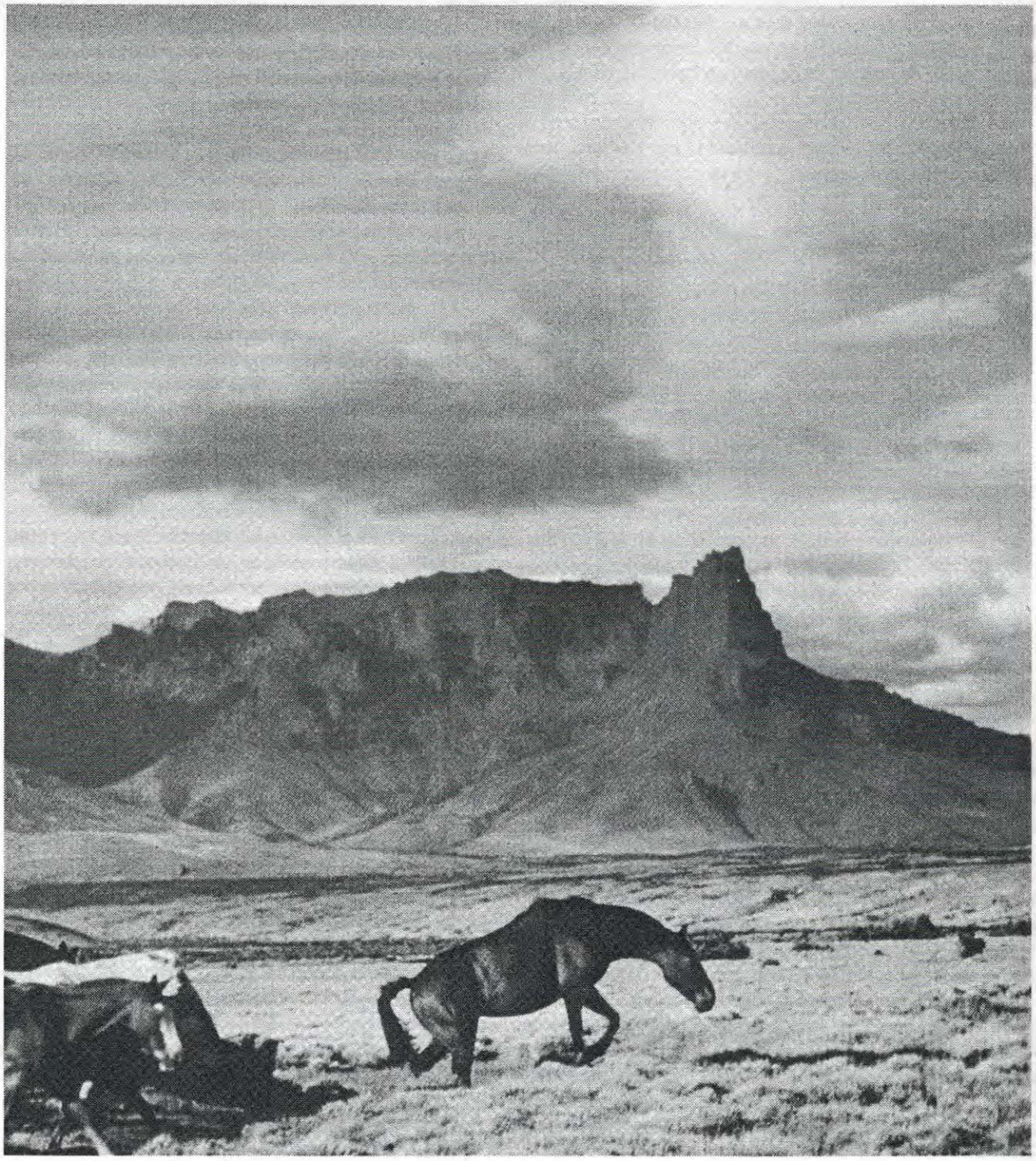


photo : Kip Ross

Chili

NICARAGUA
AUTOPSIE D'UN PAYS LIVRE CLEFS EN MAIN

C'EST À UNE LONGUE ET PATIENTE ANALYSE DE LA SOCIÉTÉ NICARAGUAYENNE QUE NOUS CONVIENT LES DEUX AUTEURS DANS LE CONTEXTE DE L'ÉLECTION, MAIS AUSSI BIEN AVANT... ET BIEN AU DÉLÀ.

LOIN DES DIVERSES ANTICHAMBRES OÙ SE DÉPARTAGE L'AVENIR DU PAYS, LA PAIX A FAIT TRANQUILLEMENT SON CHEMIN DANS LE QUOTIDIEN DU NICARAGUA SILENCIEUX. BIEN QUE LES SÉQUELLES DES ANNÉES DE GUERRE SOIENT ENCORE PALPABLES DANS CERTAINES COMMUNAUTÉS, CHACUN S'EST EFFORCÉ DE RECONSTRUIRE L'APRÈS-GUERRE, PUIS L'APRÈS CONTRE-RÉFORME AGRAIRE, L'APRÈS-MITCH, ENTRE VOISINS, ENTRE PETITS PRODUCTEURS, DE SE CONSTRUIRE UNE VIE COMMUNE, DIGNEMENT, MUNIS D'UNE VOLONTÉ TOUTE PAYSANNE, TENACE DANS L'ADVERSITÉ. N'EN DÉPLAISE À CEUX QUI, SUR LE DEVANT DE LA SCÈNE, POLARISENT LA VIE PUBLIQUE, CE QUI UNIT DÉSORMAIS LA MAJORITÉ DES NICARAGUAYENS, C'EST LA CONDITION DE PAUVRE. LES PROMESSES NON TENUES DE FAIRE DU PAYS UN « GRENIER NATIONAL », DE RÉALISER LA TITULARISATION DE TERRES, DE RELANCE ET DE DÉMOCRATIE ONT LAISSÉ À TOUS UN GOÛT AMER.

Par Valérie Techer et Alex Tranjera

Paru dans la revue *Volcans*, Hiver 2001-no.45

Paysans, ils sont les premiers à faire les frais de la chute des cours internationaux des produits comme le café et sont plongés dans une lutte au jour le jour pour ne pas mourir de faim, se soigner, louer leurs bras contre des salaires de misère, à compter le moindre cordoba pour se résoudre à envoyer ou non leurs enfants à l'école. Ils sont le Nicaragua du silence, figé habituellement dans l'anéantissement quotidien, mais aujourd'hui au centre du discours électoral, sujets des promesses populistes des candidats, électeurs dont il faut acheter le vote, justification des interventions internationales sous prétexte de développement, cible des ONG et de l'humanitaire.

LIBRES DE MOURIR DE FAIM

En août, le maire de El Sauce déclarait à la presse que dans sa commune seules 30% des « 29 000 manzanas aptes à l'agriculture avaient été semées mais que la majorité ont été touchées premièrement par la sécheresse et ensuite par le fléau des sauterelles. Aujourd'hui, on a à peine réussi à maintenir la production de 5 000 veaux (sur 15 000 prévus) et une grande partie du bétail est dénutrie, on commence déjà à enregistrer des pertes du fait du manque de fourrage ».

Les appels des maires des zones rurales se sont multipliés cet été pour dénoncer une réalité insoutenable et demander à la communauté internationale comme aux institutions gouvernementales aide alimentaire, semences et médicaments. La sécheresse qui a touché l'ensemble de l'Amérique centrale a causé la perte de jusqu'à 90% des récoltes de grains de base dans certains régions du Honduras, du Guatemala et du Nicaragua. Le président Alemán est resté sourd aux demandes, niant dans un premier temps l'évidence de la catastrophe alimentaire. Il a refusé de déclarer l'état d'urgence comme le Honduras l'a fait pour canaliser une aide internationale. Le gouvernement américain et le Programme mondial alimentaire ont pourtant accordé une aide substantielle,

Cimetière,
Managua

photo : Richard Olsenius

Nicaragua

mais insuffisante et surtout dirigée vers les paysans touchés par la sécheresse. Pourtant, la famine s'abat aussi dans les zones restées à l'écart de cet aléa climatique et des populations rurales sans terres n'ont réussi à se nourrir depuis des mois que de mangues et de tortillas ; d'autres se sont mis à manger des feuilles dont le seul apport est la dysenterie.

« *Patria libre o Morir* » , lisait-on sur les murs dans les années 1980... La situation actuelle peut aussi se lire à la lumière des propos du sociologue Orlando Nuñez qui en 1990, se basant sur les seuls documents disponibles du gouvernement de Violeta Chamorro jusqu'en 1996, annonçait que plus de 40% des terres nicaraguayennes étaient déjà aux mains des transnationales sous forme de concessions notamment minières et de zones franches. Avec Arnoldo Alemán, le processus s'est notoirement accéléré, notamment sur la côte Atlantique, riche de par les ressources qu'offre son sous-sol, sa forêt, sa biodiversité et ses côtes propices à la pêche et au tourisme.

Selon le rapport de la PNUD 2001 sur le développement humain, environ 50% de la population nicaraguayenne est au chômage (non indemnisée) et plus de la moitié vit dans la pauvreté, on parle de 80%. Derrière, il faut voir l'ouverture économique des années 1990 qui a laissé un pays déjà parmi les plus pauvres du monde, seul et sans défense face au marché mondial, livré au cynisme sans bornes des «nouveaux maîtres du pays».

Aussi loin que l'on se souvienne, depuis que le pays est devenu une « démocratie », la corruption et l'impudence du gouvernement Alemán ne trouvent aucun équivalent. L'aide internationale qui permet encore un tant soit peu d'action publique est dispensée pour cacher des maux que la pression du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale s'emploie à accentuer, sous prétexte de permettre au pays d'entrer dans l'initiative d'intégration des pays pauvres les plus endettés (HIPC pour son sigle anglais). Ces organisations laissent d'ailleurs de côté un déficit commercial historique dépassant le milliard de dollars qui n'est pas pris en compte dans les indicateurs de suivi de l'ajustement structurel, enterrant ainsi le pays durablement dans un abîme d'endettement, de déstabilisation et de misère.

La récession, dans le contexte politique du Nicaragua, a les accents du chaos et de la tragédie. Cela se traduit par des faillites en cascade dans le secteur bancaire, dans le secteur du café, des petites et moyennes entreprises, par la dollarisation brutale des tarifs des services publics, comme l'eau et l'électricité, alors que les salaires sont gelés (en cordobas) et sont les plus bas d'Amérique centrale. La hausse des tarifs des transports urbains, en faisant passer d'un coup de 2 à 3 cordobas le prix du billet, a donné lieu à la paralysie du réseau de Managua et à de violentes manifestations. Pour les ouvriers des maquilas voisines, cette hausse revient à consacrer pour les seuls transports plus d'un tiers de leur salaire mensuel qui s'élève entre 600 et 800 cordobas.

UNE MISÈRE ET UNE FAMINE CROISSANTES

Au Nicaragua, le revenu annuel moyen par tête n'excède pas 466 dollars et une personne sur trois est dénutrie. Le panier mensuel de la ménagère composé de 52 produits de base est lui de 1882 cordobas (un peu moins de 145 dollars US). Le riz, qui a accusé en une semaine, en août, une hausse de 25%, l'huile, le lait, les haricots sont de plus en plus inaccessibles à une grande partie de la population.

La misère dans les campagnes touche les trois quarts de la population. Les petits producteurs ne voient jamais passer d'argent entre leurs mains, ils produisent à perte et n'arrivent plus à se nourrir d'une terre aux potentialités énormes mais aujourd'hui aux mains des spéculateurs. Et quand le gouvernement taiwanais libère des fonds pour relancer la production du café, ceux-ci ne peuvent plus être utilisés à d'autres fins que celle d'éponger les faillites bancaires s'élevant à des millions de dollars. Dans le domaine de l'industrie, la seule offre d'emplois vient des maquiladoras mais en contrecoup instantané des attentats aux États-Unis, les consommateurs américains sont entrés dans la morosité et achètent moins de jeans : les usines de montage de la zone franche de Sebaco annoncent alors le licenciement de la moitié de leurs salariés.

Des mairies sont sur le point de fermer, y compris de celles que le Parti libéral du président Arnoldo Alemán a gagnées aux dernières élections, faute de liquidités pour honorer leurs dettes et de moyens pour agir face aux demandes sociales croissantes de la population. La dotation gouvernementale d'un État en faillite institutionnelle et discrédité, n'est pour ainsi dire pas transférée. Cette dotation ne permet pas un fonctionnement à minima des mairies nicaraguayens (AMUNIC) a proposé qu'elle soit relevée à 6% du budget national. On pourrait aussi parler des hôpitaux qui contractent des prêts pour nourrir leurs patients, des retards de paiement des salaires des fonctionnaires de la santé, des médicaments de l'aide internationale détournés par le PLC, pour offrir des consultations médicales dans ses locaux en pleine campagne électorale.

Avec les élections générales du 4 novembre 2001, le nouveau gouvernement héritera donc d'une administration hautement corrompue et partisane, d'un état en banqueroute, sans ressources monétaires pour tenir ses promesses tant au niveau national qu'international et sans marge de manœuvre pour éviter que le pays s'enlise un peu plus dans la pauvreté. Il sera sous la tutelle permanente des organismes supranationaux, qui à la fois asphyxient le pays par les mesures d'ajustement structurel mais disposent aussi de la manne indispensable qui pourrait rendre visible une quelconque action gouvernementale.

Le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) s'il gagne ces élections est sommé de définitivement revenir en arrière en ce qui concerne le pacte et de prendre à bras le corps le problème de la pauvreté. C'est en tout cas ce sur quoi nombre

LA RÉCESSION, DANS LE CONTEXTE POLITIQUE DU NICARAGUA, A LES ACCENTS DU CHAOS ET DE LA TRAGÉDIE. CELA SE TRADUIT PAR DES FAILLITES EN CASCADE DANS LE SECTEUR BANCAIRE, DANS LE SECTEUR DU CAFÉ, DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES, PAR LA DOLLARISATION BRUTALE DES TARIFS DES SERVICES PUBLICS, COMME L'EAU ET L'ÉLECTRICITÉ, ALORS QUE LES SALAIRES SONT GELÉS ET SONT LES PLUS BAS D'AMÉRIQUE CENTRALE.

des organisations ou personnalités qui ont rejoint la Convergence entendent veiller.

De véritables « bombes à retardement » attendent le successeur d'Arnoldo Alemán : mener à bien les dernières privatisations sous peine de se voir exclure du programme HIPC, à partir de 2003 effectuer le paiement des intérêts et amortissements pour plus de 600 millions de dollars liés aux bons d'indemnisation émis pour résoudre le problème de la propriété… et la liste est longue.

Le gouvernement, particulièrement s'il est sandiniste, sera aussi sous la haute surveillance du voisin américain et des organismes supranationaux qui ont mis le pays sous perfusion. Sur fond des attentats du 11 septembre et de lutte « anti-terroriste », l'Administration républicaine a lancé un avertissement sans équivoque sur la nature de ses relations avec un éventuel gouvernement dirigé par Daniel Ortega. Inquiétante aussi, la nomination comme ambassadeur des États-Unis à l'ONU, il y a quelques mois, de M. Negroponte, ancien ambassadeur au Honduras dans les années 1980 au moment de la Contra.

MORT AUX PAYSANS?

Les politiques menées au niveau régional visent à faire disparaître le monde rural dont le Nicaragua tire 80% de ses richesses. On importe au prix fort ce qui se produisait avant. Paradoxalement le pays est dans le peloton de tête des meilleures terres agricoles mondiales.

Conscients des faiblesses actuelles et historique mais aussi des potentialités du secteur agricole, beaucoup considèrent que sans prise en compte des organisations paysannes de base dans l'élaboration des politiques de développement, la crise alimentaire chronique pourrait s'amplifier dans les années à venir. Car le problème immédiat de générer l'autosuffisance alimentaire des familles paysannes doit aussi s'étendre sur le moyen terme en réorientant la production agricole en direction du marché national et de cultures d'exportation pouvant exploiter quelques niches sur le marché mondial.

Quelques expériences tentées avec le soutien de la coopération et de la solidarité dans le domaine du commerce équitable, du café issu de la culture biologique et des unités de production insérées dans des programmes de développement local intégral ont atteint avec succès ce double objectif. Elles ne constituent certes pas une réponse à l'ensemble des problèmes mais ont l'avantage d'apporter des solutions locales et de mettre en lumière un monde rural aux multiples facettes et acteurs, loin de la vision d'un monde agricole unipolaire présentée par les appareils politiques. De fait, les gouvernements successifs, dirigeants sandinistes compris, ont préservé un modèle économique basé sur la croissance par le biais de l'exportation –donc la grande exploitation– ce qui explique que la crise touche la culture du café aujourd'hui n'est pas ressentie de la même façon par les ouvriers agricoles des fincas au chômage, que par certains cadres sandinistes artisans de la contre-réforme agraire ou encore par les petits producteurs organisés.

Dans ce contexte, l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs (UNAG), association qui regroupe plus de 120 000 petits et moyens producteurs, mène obstinément des politiques locales d'accès au crédit pour les secteurs marginalisés de la production de grains de base et tente des pressions sur le gouvernement pour leur adoption au niveau national. Or parler de la politique économique au Nicaragua est devenue tabou. Les candidats annoncent des mesures mais ne livrent ni orientations

économiques ni politiques. Des mesures sociales palliatives sont annoncées mais non les moyens de les financer. Néanmoins, ces discours font mouche, nombre d'ouvriers agricoles et petits producteurs sont persuadés que la « terre promise » annoncée par Ortega avec ferveur annonce un changement radical de leur situation car l'aura de la Révolution a de beaux restes. Les contractions des programmes et les non-dits sont balayés par la dynamique du marketing électoral.

Cela amène des maires à désobéir aux traditionnelles consignes d'autocensure en période électorale : harcelés par les files d'habitants exaspérés, qui viennent demander de l'aide quotidiennement à la porte de leur mairie, ils demandent des engagements précis aux candidats. Habituées à frapper aux portes des administrations pour résoudre les problèmes qui étranglent leurs communes, les autorités locales savent que les lumières de fête passées, elles pourraient trouver porte close. Dans certaines communes, des conseillers libéraux ont choisi d'appeler à voter pour les sandinistes. Cela reflète le divorce entre les appareils politiques et une nouvelle génération d'élus locaux en prise directe avec les exclusions.

TERRIBLE MAIS INDISPENSABLE INTERVENTION DES ONG

Ces dernières années, en raison de l'incurie des principales institutions gouvernementales, les Ong ont acquis un poids non négligeable dans la vie politique et économique du pays, canalisant par exemple plus de 40% de l'aide internationale pour la reconstruction après l'ouragan Mitch. Il est admis que sur un montant annuel de la coopération internationale de 400 à 600 millions de dollars, dont d'ailleurs seuls 7% sont consacrés au « renforcement de la société civile ». Leurs réalisations sont visibles sur le terrain nombres d'infrastructures n'ont été réalisées que parce qu'elles se sont emparées des problèmes existants dans des domaines comme la santé, l'éducation, les violences faites aux femmes –dont le gouvernement, à travers le service public, s'est désengagé. Jouant ainsi parfaitement le rôle assigné par les bailleurs de fonds. Face à des interlocuteurs institutionnels peu attentifs au développement, certaines d'entre elles ont eu tendance à élaborer une structure parallèle, et interviennent désormais régulièrement dans la vie publique notamment au sein d'un regroupement, la Coordination civile face à l'urgence et pour la reconstruction (CCER) sur tous les thèmes et notamment par la voix de sa coordonnatrice, Ana Quiroz. La CCER a publié, en 2001, le Nicaragua que nous voulons et « un agenda politique de la société civile », qui en cette période ne paraît pas tout à fait innocent.

Le Nicaragua que nous voulons se veut une contre-proposition de la société civile à « la stratégie renforcée de réduction de la pauvreté », plan proposé par le gouvernement faisant partie de l'agenda des mesures d'ajustement structurel (c'est leur volet social). Même s'il comporte des propositions intéressantes, et au moment précis où les organismes supranationaux dispensateurs des fonds font appel à la gestion des ONG, le document pose en substance le problème de la représentativité de la société civile – dont il semble que CCER s'autoproclame d'ailleurs un peu vite le porte-parole- et de ses mécanismes de participation. D'une manière générale, est entérinée la séparation du social et de l'économique, et une position institutionnelle des ONG, et non de la société civile, est clairement encouragée.

Certes, les programmes développés par les ONG suscitent souvent un intérêt de la part des populations « ciblées » (accès au micro-crédit, apport financier substantiel et immédiat, amélioration ponctuelle de la qualité de vie), mais ne peuvent être considérés comme un apport au processus de développement faute de programme concerté qui s'insère dans un plan économique au niveau national. Les rares projets à vocation économique se distinguent souvent par la faiblesse des études de commercialisation et cachent mal leur caractère occupationnel et transitoire. Ils restent étroitement conditionnés aux financements institutionnels soit directement, soit à travers les ONG qui les ont mobilisés.

Il s'en suit une description falsifiée du milieu sur lequel il est prétendu intervenir : la distribution de subsides masquant l'absence de répartition des richesses, des interventions qui ne viennent pas bouleverser l'ordre économique établi, car, si c'était le cas, le financement ne suivrait pas. Ces actions ont le mérite de stabiliser la population, de freiner un temps soit peu l'exode vers les villes ou vers les pays voisins (effet voulu, cela accompagne les accords sur le contrôle des migrations), apportent des changements que l'on peut qualifier d'inquiétants sur le tissu social en ce qu'ils entravent les possibilités présentes et futures des populations à s'indigner, s'organiser, penser et contribuer à la transformation sociale. En avril dernier, José Luis Rocha pointait avec justesse, dans la revue *Envio* :

« Le discours sur le développement prétend offrir des descriptions neutres où l'on ne perçoit ni bons ni mauvais, où il y a seulement des distorsions et des situations anormales, ce qui correspond à une optique plus fonctionnaliste. Les spéculateurs n'escroquent pas mais introduisent des distorsions sur le marché. Et être un distorsionneur de marchés n'est pas un aussi grave délit que le fût en son temps être un déviationniste. Ce n'est pas un délit, d'ailleurs. Il est possible y compris qu'il existe des distorsions mais pas les distorsionneurs. (...) Ne pas être alternatifs, ni même dans le langage, explique en partie pourquoi il n'y a pas d'alternatives ni dans la volonté ni dans la représentation ni dans les actions. »

Alors que l'on constate le déclin des mouvements de masse, des syndicats, des mobilisations sur la quasi totalité des terrains de lutte, le combat des consommateurs continuent à se développer à l'instar de la mobilisation croissante des usagers d'ENACAL face à la hausse insoutenable des tarifs de l'eau et l'impossible dialogue avec cette institution gouvernementale. Les luttes sur les transports ne sont qu'en sommeil. Parachever la dollarisation galopante de l'économie est le coup de grâce qui pourrait signifier pour beaucoup : lève-toi ou meurt. ⊗

CONSTRUCTION DE L'ENNEMI

par André Jacob

DÈS LE LENDEMAIN DES ATTAQUES CONTRE LES TOURS DU WORD TRADE CENTRE ET LE PENTAGONE, LE 11 SEPTEMBRE DERNIER, LE PRÉSIDENT BUSH AFFIRMAIT QU'IL S'AGISSAIT D'UN « ACTE DE GUERRE » PLANIFIÉ PAR UN ENNEMI QU'IL A VITE AFFUBLÉ DE TOUS LES QUALIFICATIFS AUTOUR DE LA NOTION DE « MAL » ; LE « MAL » DEVENAIT INCARNÉ PAR LES CRÉATEURS DE CET ÉVÉNEMENT INQUALIFIABLE QUI A LAISSÉ LE MONDE ENTIER PANTOIS. CETTE POSITION A CONQUIS LE MONDE COMME UN POSTULAT, UNE PRISE DE POSITION INDISCUTABLE. TOUT ALLAIT DE SOI. TRÈS PEU D'ANALYSTES ONT REMIS EN QUESTION CETTE THÈSE DE « L'ACTE DE GUERRE « . IL DEVINT VITE LE VECTEUR DE LA PENSÉE DOMINANTE. DANS CETTE FOULÉE, IL FALLAIT TRÈS RAPIDEMENT IDENTIFIER UN ENNEMI POUR JUSTIFIER UNE RIPOSTE, EUPHÉMISME POUR TRADUIRE LA VENGEANCE.

RÉFLEXIONS SUR LA CONSTRUCTION DE L'ENNEMI

Oussama Ben Laden, dont la très grande majorité des citoyens des pays occidentaux ignoraient l'existence jusqu'au 11 septembre, a pris soudain le visage du « Mal » pour les uns et celui du « héros » dans plusieurs cercles musulmans favorables à ses thèses et à ses stratégies. Il était déjà bien connu des services de renseignements américains comme ancien collaborateur mais pas du grand public. Dans la même veine, le président Bush s'est auto-proclamé grand défenseur de « La civilisation », du « Bien », de la justice et de la liberté ; à l'opposé, les Talibans le définissent comme le « Mal », le « Grand Satan ». Dans un camp comme dans l'autre, nous sommes plongés dans un schème d'interprétation manichéen facile à exploiter. Du côté du Bien à l'américaine, on utilise à fond un portrait de l'ennemi, largement diffusé. A-t-on vu une biographie du président Bush au cours des dernières semaines ? Non. Pourtant, des biographies de Ben Laden circulent déjà depuis plusieurs semaines. La machine de la propagande de guerre est bien huilée et roule à plein régime. On le sait, l'opinion publique est « instrumentalisable » et les machines à fabriquer les opinions, notamment les médias à sensation, savent très bien comment manipuler l'information.

D'une certaine façon, l'Occident est pris au piège tendu par Ben Laden et ses émules. Ils semblent avoir monté un coup magistral pour frapper l'imagination populaire et montrer que leurs convictions de combattre le « Mal » sont sérieuses et la riposte américano-britannique va dans le même sens. Il faut combattre et éliminer le « Mal », exorciser le « Démon ». Comment en sommes-nous venus à ce degré de simplisme? Comment des positons aussi radicales risquent de faire oublier que l'intégrisme musulman ne représente qu'un frange de l'islam ? Les repères qui permettent de comprendre la dynamique sociétale et internationale seraient-ils disparus sous les ruines du WTC ? De fait, face à une réalité choquante, subite, violente et complexe, les explications globales et faciles s'appuient sur la tendance au mimétisme de la masse et la confiance aveugle en des leaders qui font flèche de tout bois pour mousser leur cause. Quand l'avenir devient incertain, beaucoup de gens cherchent des certitudes, des solutions simples et définitives et se posent peu de questions sur le sens et la portée éthique de leur position et de leur agir. Ainsi, on accepte facilement la guerre si l'on nous dit qu'elle est justifiée au nom de la justice et de la liberté. La guerre devient une réponse radicale qui prend une valeur symbolique parce qu'elle sert à exorciser le Mal. La fin justifie les moyens. Il faut châtier les coupables et tuer le mal à sa racine, voilà le leitmotiv qui sert à endormir l'opinion publique et à maquiller les vraies raisons de la guerre. Habituellement, les intérêts politiques et économiques sont les vrais moteurs de la guerre : au plan politique, il s'agit d'établir des relations avec des régimes amis en toute sécurité, mettre en place de nouveaux régimes politiques favorables aux intérêts américains et occidentaux (on va même jusqu'à soutenir des régimes militaires très répressifs), et au plan économique (avoir accès aux ressources naturelles, dont le pétrole). Aujourd'hui, même l'ONU se plie aux diktats américains sans oser les remettre en question. L'analyse de la situation ne semble plus reposer sur des considérations éthiques conformes aux droits des individus et des peuples ; seule la vengeance masquée par des discours lénifiant et les intérêts dits stratégiques servent de pôles de référence pour justifier une nouvelle guerre. La lutte entre le Bien et le Mal est réamorcée, comme elle le fut à maintes reprises dans l'histoire des guerres.

Il faut sans cesse construire et reconstruire l'ennemi pour justifier chaque décision de guerre. Comme le signale Paul-Marie De La Gorce dans *LE MONDE DIPLOMATIQUE* du mois de novembre, « dans un conflit, on a toujours avantage à « personnaliser » l'ennemi, même si l'on sait qu'Al-Qaïda a une direction collégiale. Quant au régime taliban, son impopularité universelle faisait que son renversement était presque unanimement souhaité. Enfin, le territoire afghan, déjà théâtre de la révolte armée de l'Alliance du Nord, serait stratégiquement isolé si l'on s'assurait de la neutralité et du soutien de ses voisins. Voilà qui semblait réunir les conditions politiques et militaires d'un succès, et écarter le risques d'un enlisement... » (p.14). Les dirigeants politiques et militaires refusent de donner toutes les vraies informations sur le désastre qui se vit en Afghanistan mais l'utilisation de l'image du Mal incarné par Oussama Ben Laden et le grand Mollah Omar semble facilement endormir l'opinion publique. Le 17 novembre, par exemple, le journal *Le Devoir* reprenait un article de Rémy Ourdant du journal *Le Monde* intitulé « Omar le « sauvage » aimait trop ses vaches »...Je croyais rêver en lisant ce texte. Évidemment, l'article provient d'un journaliste crédible qui dit tenir sa source d'information du témoignage d'un ouvrier qui aurait travaillé pour le Mollah, le chef spirituel et politique des Talibans. En bref, l'article propose une caricature du Mollah Omar, cet ennemi mystérieux qu'il faut abattre ; il serait un « sauvage », un fou de ses vaches (« il allait souvent les admirer, les caresser, puis il arrosait lui-même, durant des heures, l'herbe qu'elles devaient paître... »), un exploiteur de ses ouvriers (« ses gardes du corps recevaient une excellente nourriture, nous ne mangions que des patates noires ... »), un homme qui aime le luxe (« nous avons construit 8 maisons pour lui et ses proches... »), un paranoïaque (« les murs devaient être très épais... »), un mauvais père qui néglige ses enfants (« ses enfants étaient sales, vêtus d'habits sales et marchaient pieds nus... »), un homme laid parce que borgne suite à la perte d'un œil « il est très vilain », en somme, conclue-t-il, « un mauvais musulman... » *JEUNE AFRIQUE*, dans son édition du 13 au 19 novembre, présente même un portrait psychologique de Ben Laden appuyé sur une approche psychobiométrique développée par un certain John Finger ; à partir de l'étude la main ouverte de Ben Laden présentée sur une photographie qui a fait le tour du monde, il en trace un portrait assez vaporeux. Finger affirme « que ce soit sur le plan intellectuel ou sur le plan é motionnel, son tempérament le prédispose à une intransigeance d'autant plus forte au départ qu'elle lui permet de faire des concessions diplomatiques par la suite... » (p.19). De telles stratégies renforcent la perception que l'ennemi est méchant et laid et qu'il mérite la réprobation, le rejet, la destruction et finalement la mort. Le jugement est déjà rendu à l'avance. Il n'est pas question de se demander si d'autres avenues peuvent conduire à d'autres solu-

tions que la guerre sans merci. Par exemple, dans ce cas-ci, on ne se demande pas si un tribunal international pourrait juger Ben Laden, accusé d'un crime contre l'humanité. Si on a la preuve de son implication dans les attentats terroristes, est-ce que la guerre à outrance est la seule solution pour le rechercher et le condamner ? Je n'en suis pas du tout convaincu. Les services secrets américains et occidentaux sont tellement sophistiqués, et ils le connaissent depuis tellement longtemps, qu'ils pourraient éventuellement le retrouver et détruire son organisation mais ce n'est pas cela que l'on cherche. On cherche un exemple, un coup d'éclat qui va garder l'image forte de l'Amérique intacte autant sur le plan intérieur qu'extérieur. On cherche aussi à maquiller les magouilles politiques antérieures qui animaient le Pentagone et ses services secrets dans la lutte anti-soviétique et qui ont utilisé les extrémistes islamistes comme des pions. Aujourd'hui, le pion se tourne contre le roi. On a donc mis en place un scénario de guerre qui, il faut le souligner, n'est pas une guerre résultant d'une attaque d'un État par un autre État mais d'un réseau qui ne formule pas vraiment de revendications politiques mais semble plutôt agir sous l'impulsion d'une construction idéologique de l'ennemi, le Grand Satan américain, et avec le désir de valoriser un Islam radical, pur et dur, fondamentaliste, qui représenterait le Bien. De l'autre côté, dans le camp de l'Islam intégriste, les jugements ne sont pas développés dans les nuances ; le Grand Satan est incarné par l'Amérique et ses amis, notamment Israël, il conclue eux aussi qu'il faut détruire le Grand Satan. Cette idée fondamentale et simple nourrit le terrorisme.

Dans cette perspective, il faut souligner au passage le fait que la soixantaine de conflits qui ont marqué l'histoire depuis la Grande guerre de 1939-1945, seulement deux ont vraiment été le fait de conflits fondés sur des divergences entre états. La plupart des conflits ont reposé sur des raisons politiques bien sûr, mais ces justifications politiques apparaissent tissées sur une toile de fond de scène ethnique, religieuse et… économique.

Quelques pistes d'interprétation à caractère idéologique et psycho-social semblent s'imposer autour de trois axes : la recherche d'identité, d'unité et d'authenticité. Dans le débat actuel sur la guerre en Afghanistan, le discours dominant ou la guerre idéologique, de part et d'autre, occulte les vraies raisons qui sous-tendent les agressions (attaques terroristes et guerre à outrance… pour ne pas dire « infinie ») pour se concentrer sur la mobilisation de l'opinion publique par un discours qui se veut rassurant, mobilisateur, personnifié et surtout riche de l'espoir d'une victoire parce que, pour que l'idéal proposé devienne une réalité, il faut une victoire, militaire ou « infinie » dans le ciel (dans tous les sens du terme). Au début, le président Bush parlait de « justice infinie », leitmotiv vite transformé en un slogan plus vague qui se veut plus rassembleur et plus neutre, « liberté immuable »…

« LA FIN JUSTIFIE LES MOYENS. IL FAUT CHÂTIER LES COUPABLES ET TUER LE MAL À SA RACINE, VOILÀ LE LEITMOTIV QUI SERT À ENDORMIR L'OPINION PUBLIQUE ET À MAQUILLER LES VRAIES RAISONS DE LA GUERRE. »

tions que la guerre sans merci. Par exemple, dans ce cas-ci, on ne se demande pas si un tribunal international pourrait juger Ben Laden, accusé d'un crime contre l'humanité. Si on a la preuve de son implication dans les attentats terroristes, est-ce que la guerre à outrance est la seule solution pour le rechercher et le condamner ? Je n'en suis pas du tout convaincu. Les services secrets américains et occidentaux sont tellement sophistiqués, et ils le connaissent depuis tellement longtemps, qu'ils pourraient éventuellement le retrouver et détruire son organisation mais ce n'est pas cela que l'on cherche. On cherche un exemple, un coup d'éclat qui va garder l'image forte de l'Amérique intacte autant sur le plan intérieur qu'extérieur. On cherche aussi à maquiller les magouilles politiques antérieures qui animaient le Pentagone et ses services secrets dans la lutte anti-soviétique et qui ont utilisé les extrémistes islamistes comme des pions. Aujourd'hui, le pion se tourne contre le roi. On a donc mis en place un scénario de guerre qui, il faut le souligner, n'est pas une guerre résultant d'une attaque d'un État par un autre État mais d'un réseau qui ne formule pas vraiment de revendications politiques mais semble plutôt agir sous l'impulsion d'une construction idéologique de l'ennemi, le Grand Satan américain, et avec le désir de valoriser un Islam radical, pur et dur, fondamentaliste, qui représenterait le Bien. De l'autre côté, dans le camp de l'Islam intégriste, les jugements ne sont pas développés dans les nuances ; le Grand Satan est incarné par l'Amérique et ses amis, notamment Israël, il conclue eux aussi qu'il faut détruire le Grand Satan. Cette idée fondamentale et simple nourrit le terrorisme.

Dans cette perspective, il faut souligner au passage le fait que la soixantaine de conflits qui ont marqué l'histoire depuis la Grande guerre de 1939-1945, seulement deux ont vraiment été le fait de conflits fondés sur des divergences entre états. La plupart des conflits ont reposé sur des raisons politiques bien sûr, mais ces justifications politiques apparaissent tissées sur une toile de fond de scène ethnique, religieuse et… économique.

Quelques pistes d'interprétation à caractère idéologique et psycho-social semblent s'imposer autour de trois axes : la recherche d'identité, d'unité et d'authenticité. Dans le débat actuel sur la guerre en Afghanistan, le discours dominant ou la guerre idéologique, de part et d'autre, occulte les vraies raisons qui sous-tendent les agressions (attaques terroristes et guerre à outrance… pour ne pas dire « infinie ») pour se concentrer sur la mobilisation de l'opinion publique par un discours qui se veut rassurant, mobilisateur, personnifié et surtout riche de l'espoir d'une victoire parce que, pour que l'idéal proposé devienne une réalité, il faut une victoire, militaire ou « infinie » dans le ciel (dans tous les sens du terme). Au début, le président Bush parlait de « justice infinie », leitmotiv vite transformé en un slogan plus vague qui se veut plus rassembleur et plus neutre, « liberté immuable »…

« LA FIN JUSTIFIE LES MOYENS. IL FAUT CHÂTIER LES COUPABLES ET TUER LE MAL À SA RACINE, VOILÀ LE LEITMOTIV QUI SERT À ENDORMIR L'OPINION PUBLIQUE ET À MAQUILLER LES VRAIES RAISONS DE LA GUERRE. »

LA RECHERCHE D'IDENTITÉ

L'identité fait appel à la ressemblance, à des appartenances similaires aussi subjectives qu'objectives. Le phénomène est tout à fait normal. Par contre, dans le cas qui fait l'objet de notre réflexion, l'appel exagéré à l'identité américaine ou musulmane, au patriotisme inconditionnel et à la foi sans faille se fonde la plupart du temps par comparaison et par opposition à l'autre, cet autre, différent de soi et susceptible de devenir un ennemi. En d'autres termes, cette référence à l'identité correspond à un repli sur soi au détriment de l'autre. Une telle stratégie fait fi du brassage des populations, des délimitations historiques de frontières artificielles (par exemple, la répartition des Pachtounes entre le Pakistan actuel et le Sud de l'Afghanistan résulte d'une division artificielle des frontières) et les confrontations politiques, religieuses, culturelles et ethniques ; ce repli sur soi ramène constamment à la recherche d'appartenances fondées sur des dimensions comme la même foi, la même langue, la même ethnie, le même territoire, etc. Se définir, s'identifier d'une façon personnelle et collective signifie, d'une façon positive, se donner un certain pouvoir mais cela fait souvent peur ; en même temps, cette identité fait appel à la sécurité de chaque être, au besoin de se reconnaître parmi les siens. Quand ce sentiment d'appartenance est menacé, il devient sécurisant de se laisser guider par des idéologues qui semblent rappeler quelques vérités de base qui rassurent. Il s'agit de recréer une sorte de famille idéologique, une sorte de communauté affective et effective au sein de laquelle on a l'impression de se reconnaître. En ce sens, les liens structurels et institutionnels prennent peu de place car le discours symbolique domine et rappelle ce que l'on croit ; nos appartenances objectives occupent tout le terrain des interprétations de la réalité. À cet égard, le discours dominant fait appel à des mythes fondateurs. L'appel à la civilisation et à la défense de la liberté s'avère le premier et sans doute celui qui embrasse le spectre le plus vaste des appartenances : nous partageons la même « civilisation » (dans le cas du président Bush, entendre la civilisation occidentale et chrétienne, référence largement utilisée lors des grands conflits modernes par plusieurs dictateurs comme Hitler, Franco, Salazar, Mussolini, Pinochet et les autres pour justifier leurs exactions et la répression généralisée de tous ceux que l'on pouvait placer dans la catégorie des opposants (Juifs, communistes, syndicalistes, tziganes, etc.). Au Québec, on se rappelle, de triste mémoire, le régime répressif de Maurice Duplessis de 1935 à 1959. Il agissait pour promouvoir et défendre, prétendait-il, la langue et la foi catholique...

La deuxième référence, aussi mythique que réelle, réfère à une histoire commune, des symboles, une langue, une religion (dans le cas des Talibans, la religion semble jouer un rôle central dans la construction de leur ennemi) et une patrie commune qui dépasse les frontières d'un seul pays. Encore là, le discours est évocateur ; si les Talibans semblent narguer l'Occident avec leur « Allah est grand », le président Bush ne cesse d'utiliser le « God Bless America ». Dieu sert bien les peuples ; d'un côté, on s'en sert pour faire appel aux peuples arabes et musulmans dans la guerre sainte, de l'autre on l'utilise pour demander une sorte d'identification des peuples à ceux qui sont contre le terrorisme et qui suivent une ligne directrice dictée par le Pentagone et le Parlement de Londres. Nous nous situons dans une sorte d'appartenance supranationale à laquelle on s'identifie ; en d'autres termes, vaut mieux s'identifier à la majorité dominante et gagnante qu'à des perdants. De part et d'autre, on s'identifie à une sorte de référence qui va bien au-delà des frontières : on se réfère à l'Islam en général, sans nuances, tout comme on se réfère à l'Occident judéo-chrétien d'une façon pas toujours explicite mais non moins réelle et signifiante pour une vaste majorité de la population.

En opposition à notre identité, l'Autre, l'Étranger, le Différent peut devenir suspect car, du fait de son appartenance, il peut être dans le camp du Mal, donc de l'ennemi, cet ennemi qui nous entoure, qui vit dans notre quartier, etc. Cet ennemi immédiat, ce peut être l'immigrant, le réfugié, le demandeur d'asile, l'opposant à l'ordre établi. Les risques de dérapages, de discrimination et d'exclusion deviennent alors réels parce qu'ils semblent justifiés.

LA RECHERCHE D'UNITÉ

Dans des situations d'insécurité aiguë, une grande masse de gens se réfugie dans une conception totalisante du réel. Une vision floue mais qui se veut globale, univoque et cohérente du monde vient appuyer toutes les explications de la réalité. Aujourd'hui, toutes les discussions dans les bars ou sous l'arbre à palabres proposent leur interprétation et donnent l'impression que tous et chacun connaissent la situation politique en Afghanistan, du moins à partir du prisme occidental. D'ailleurs, les maîtres du jeu alimentent le débat (« ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous… », Bush - « les pays qui appuient les Américains sont des ennemis de l'Islam… », Ben Laden). La peur biaise facilement l'analyse. Avec la peur de la différence et de l'inconnu, on se sent fort dans l'unité pour vaincre la cause de nos angoisses, l'ennemi, le « Mal », le diable, etc. On fuit alors les contradictions dans la réalité, notamment autour des intérêts économiques, des conflits opposants les classes sociales, etc. pour s'unir à ceux que l'on croit nos semblables. Le mimétisme, le conformisme, l'entraînement dans la défense de notre unité peuvent conduire à se porter à la défense de notre unité menacée mais aussi à la promotion de notre unité, par la force s'il le faut, par exemple par des actes terroristes, le sabotage, la torture, la guerre, etc. Parfois, on juge l'ennemi proche de nous (le Juif, le Noir, l'Arabe, etc.), parfois lointain mais, dans tous les cas, le fait de s'unir dans une sorte de cause commune conduit parfois aux pires erreurs. En montant en exergue que notre unité est menacée par des valeurs étrangères, des attitudes, une culture, une foi différentes de la majorité, on en arrive à une confrontation et à l'incapacité à accepter l'Autre. Souvent, au nom de l'unité et de la valeur d'une culture qui se veut supérieure, on dénigre, on discrédite, on refuse de reconnaître l'Autre. Par analogie avec la situation actuelle,

« UNE CERTAINE INDIFFÉRENCE DE L'OPINION PUBLIQUE PIÉGÉE PAR UN DISCOURS LÉNIFIANT SOUVENT TROMPEUR CAUTIONNE LES PRISES DE DÉCISION DES DIRIGEANTS POLITIQUES. »

regardons l'exemple devenu classique de l'anti-sémitisme primaire des nazis qui fut un des moteurs de la Deuxième guerre mondiale, laquelle a tué entre trente-cinq et soixante millions de personnes, civiles et militaires (les proportions sont si énormes qu'aucune statistique officielle n'est jamais arrivée à une donnée très précise). Le soutien largement populaire à l'anti-sémitisme ne s'est pas construit en un jour ; les idéologues nazis véhiculaient l'idée que les Juifs étaient l'ennemi et que le peuple devait s'unir en leur attribuant une multitude de caractéristiques qui pouvaient être aussi fausses les unes que les autres mais présentées sous l'apparence de la vérité et surtout comme une menace à l'unité et à l'intégrité de la nation aryenne. Forts de cette position, l'élimination de l'ennemi était justifiée par un portrait diabolique des Juifs.

LA RECHERCHE D'AUTHENTICITÉ

À l'individualisme qui prévaut en Occident, les fondamentalistes des grandes religions monothéistes (chrétiens, juifs et musulmans) opposent habituellement un collectivisme et un conformisme pur et dur. De leur côté, beaucoup d'Occidentaux prétendant se référer peu aux dogmes, aux croyances, aux morales toutes faites et aux institutions, se fient plutôt à leur propre définition de leur univers moral, « être soi-même » ; cette perception érigée en principe semble devenue la seule référence crédible qui donne un sens à la vie en société dans l'immédiat au plan intellectuel et émotionnel et à l'implacable vérité de la consommation de biens matériels sans analyse des conséquences pour soi, pour les autres et pour la planète. En outre, on vénère les individus qui font figure de héros (artistes, athlètes, etc.). On se dit authentique et soi-même, pourtant... la conformité à la pensée dominante, aux modes, aux références à la dite supériorité de l'Occident font partie des références que la masse juge fondamentale pour soi et pour les autres. Dans le cas du conflit entre les Etats-Unis et l'Afghanistan, la recherche de l'authenticité conduit à une certaine radicalisation de la pensée, à des analyses globales que l'on fait sienne dans ce que l'on croit être un souci d'authenticité, pourtant l'on adopte le « prêt-à-porter » idéologique échafaudé par d'autres, des leaders. Dans un camp comme dans l'autre, les croyants se fient à la pensée définie par les dirigeants. La vérité n'est pas nécessairement toute promulguée mais, dès que l'on fait sienne une façon de voir le monde, on croit et on se croit authentique. Les faits touchent peu les croyances.

En conclusion, rappelons que les références identitaires sont normales. Par contre, l'abus du discours à partir de ces mêmes références peut conduire à des affirmations de soi et de la collectivité risquées, notamment dans le cas du patriotisme et du nationalisme exacerbé. Les conséquences des discours qui font appel tout autant à l'identité, à l'unité et à l'authenticité qu'à des valeurs fondamentales qui cimenteraient toutes les stratégies, par exemple, la protection de la liberté, l'expansion du royaume de Dieu, la promotion de la justice, etc. Ces notions sont souvent évoquées mais restent vagues à souhait de sorte qu'on peut les draper de toutes les vertus et s'en servir pour justifier toutes les stratégies de guerre et justifier la destruction de l'ennemi. On en arrive ainsi à une banalisation du discours et, par le fait même, de la guerre et de la répression. Une certaine indifférence de l'opinion publique piégée par un discours lénifiant souvent trompeur cautionne les prises de décision des dirigeants politiques. Ils décident du sort des peuples avec comme seul souci le maintien de l'ordre social, économique et politique tel que défini par l'Occident. Toutes les conséquences de la guerre sont maquillées par les discours rassurants sur la grandeur de « La civilisation » contre la barbarie...

Une deuxième conséquence du discours, la nécessité d'une plus grande sécurité. Aujourd'hui, dans les pays occidentaux, il est assez surprenant d'entendre une certaine unanimité dans le discours des journalistes, des analystes et des politiciens qui réclament plus de sécurité. « Notre » sécurité serait menacée. On postule au point de départ qu'une plus grande sécurité est nécessaire et on s'empresse de mettre en place des mesures toujours plus répressives, toujours plus policières. Au Canada, par exemple, le projet de loi C-36 que le gouvernement canadien veut faire adopter en vitesse en présente une bonne illustration. Le gouvernement en profite pour renouveler son appareil d'outils législatifs répressifs qui se disent plutôt préventifs mais qui, en réalité, visent tous les secteurs possible d'opposition tout autant que la « menace terroriste ». Pour bien comprendre, une lecture historique des conflits s'impose ; on y voit que chaque période de grande crise a toujours eu comme effet d'amener les gouvernements à réclamer toujours plus de sécurité, souvent en profitant de l'indifférence ou de l'appui de l'opinion publique. Ainsi, quand on analyse les débats sur l'immigration à la Chambre des communes depuis le début du siècle, par exemple, on note que la sécurité nationale a toujours été centrale comme outil pour combattre « l'ennemi » qui, évidemment, peut venir du dehors, être étranger à notre pays ou être parmi nous. La loi de l'immigration de 1910 reposait déjà sur la sécurité nationale ; on identifiait déjà, sans préciser, que les personnes opposées à un gouvernement organisé ne pouvaient pas être admises au Canada. D'ailleurs, l'histoire canadienne est marquée par des abus résultant du souci de sécurité nationale, par exemple, les abus significatifs, notamment contre les Japonais, les Chinois, les Italiens... et les communistes et les syndicalistes sous le régime Duplessis au Québec et le régime de McKenzie King au Canada. Pour réclamer toujours plus de sécurité nationale, les outils au plan du discours ne changent guère dans le temps : l'ordre social est menacé... des ennemis se cachent parmi nous... tout le peuple doit s'unir pour démasquer l'ennemi... De là, aujourd'hui comme hier, il devient très facile de mettre en place les conditions pour que se développent des perceptions fondées sur les stéréotypes et les préjugés à l'égard de certains groupes religieux, ethniques et politiques. Dans l'opinion publique, il est très facile confondre les demandeurs d'asile et les terroristes ; les politiciens et les médias ne manquent pas de mettre en exergue le cas d'un terroriste qui serait entré au Canada, par exemple Ressam. La préoccupation fondamentale reste la construction de l'ennemi et son application. D'ailleurs, le Haut Commissariat pour les réfugiés des Nations Unies met en garde la tentation d'abuser de la situation pour établir de nouvelles politiques discriminatoires à l'égard des réfugiés de demandeurs d'asile : « mettre sur le même pied l'asile et la protection des terroristes n'est pas seulement juridiquement faux et dépourvu des preuves factuelles, mais cela constitue une diffamation envers les réfugiés et expose les personnes d'une race ou d'une religion particulière à la discrimination et à la haine... » ⊗

03 décembre 2001

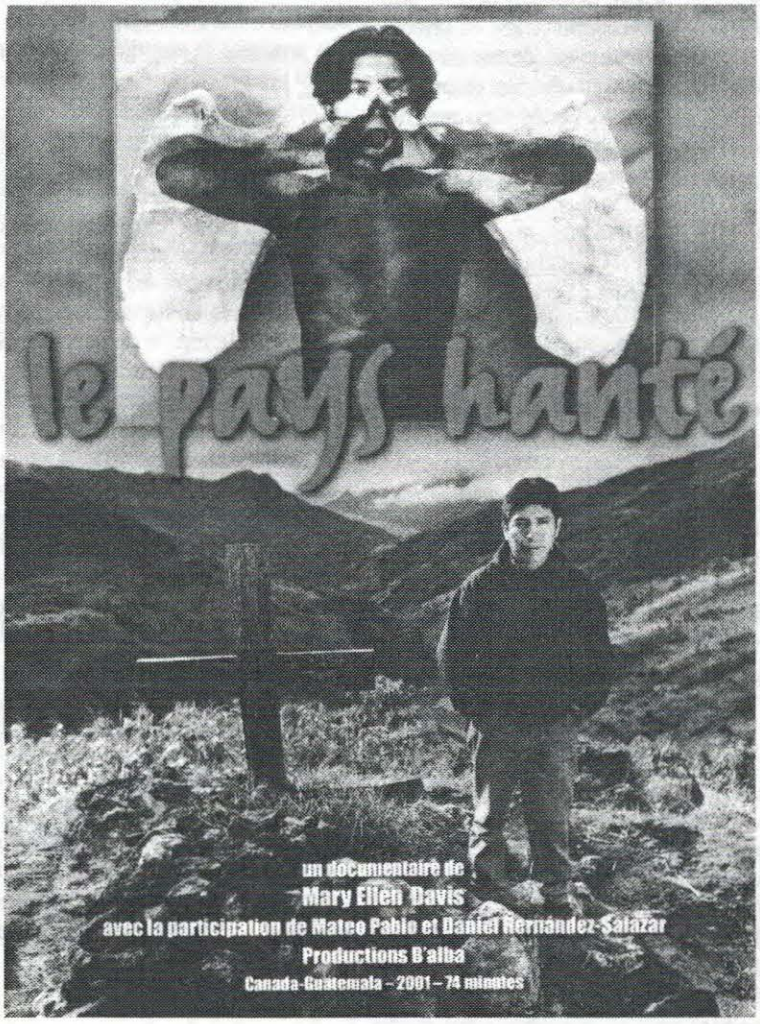
LE PAYS HANTÉ DE MARY ELLEN DAVIS

LES NUAGES DU PASSÉ

« Mon passé est voilé par ce nuage ».

par Christian Brouillard

En une seule phrase, Mateo Pablo résume admirablement le propos du dernier documentaire de la réalisatrice Mary Ellen Davis, *Le pays hanté*. Ce passé dont il est question, c'est celui du Guatemala, une terre ensanglantée par une dictature qui a régnée de 1954 à 1996 et qui a fait près de 200 000 victimes. À cette date, « officiellement », le régime militaire a laissé la place à un gouvernement civil. Officiellement... car, derrière la façade, bien des ombres subsistent et de lourds nuages barrent la route à la vérité pour empêcher de dévoiler toute l'étendue des crimes qui se sont commis au Guatemala.



Mateo Pablo a vécu dans sa chair cette violence. D'origine Maya, vivant dans la petite communauté de Petanac, dans le nord-ouest du pays, il a pu échapper aux militaires qui, le 14 juillet 1982, ont procédé au massacre et à la destruction de son village. Comme les douze autres survivants et comme beaucoup de guatémaltèques, il a connu, par la suite, la route de l'exil (d'abord 14 ans dans les camps de réfugiés, au Mexique, puis, après, au Canada) et du déracinement. Il a surtout vécu avec le poids du passé, un passé qui commence à peine à resurgir.

On calcule que de 1978 à 1984, les militaires guatémaltèques (soute-

nus par les États-Unis) ont perpétré plus de 600 massacres contre les communautés mayas dans le cadre d'un véritable programme d'extermination. Le dirigeant de l'époque et principal responsable de ce génocide, Efrain Rios Montt, est toujours en liberté, ainsi que d'autres militaires impliqués. Cette impunité démontre bien que la paix, négociée en 1996, est très fragile. En avril 1998, après la parution du rapport Nunca mas (Jamais plus) de la Commission d'enquête sur les crimes commis au Guatemala durant la dictature, Mgr Gerardi, principal artisan des travaux de la Commission, était assassiné par des militaires. Mais, outre les crimes qui se commettent encore, l'impunité et le silence laissent les survivants des massacres dans la souffrance du souvenir des injustices qui n'ont pas encore obtenu réparations ou qui n'ont pas encore été exposées en pleine lumière. Plus concrètement, il s'agit d'obtenir que l'État reconnaisse ses crimes et les sanctionnent.

Il n'y a pas de pardon en l'absence de la justice, ni de paix. Comme un spectre qui hante la mémoire des vivants, les morts reviennent pour réclamer aux vivants réparations des torts. Et les morts reviennent à la lumière du jour, déterrés patiemment par les archéologues des équipes légistes. Le film de Mary Ellen Davis commence, en 1999, au moment ou Mateo Pablo retourne au Guatemala alors que des fouilles ont lieu dans son village d'origine. C'est une rencontre avec son passé, c'est aussi une rencontre avec l'autre face du pays, celle « ladino », incarnée par le photographe Daniel Hernandez-Salazar dont l'œuvre n'a eu de cesse de scruter et de dénoncer les violations des droits humains. Les photos de Hernandez-Salazar ponctuent d'ailleurs admirablement le film de Davis dont celle d'un ange qui claironne enfin la vérité.

Il y a des moments très denses quand les archéologues mettent à jour les ossements d'enfants, souvent non-nés, de femmes ou de vieillards. On ne peut s'empêcher de songer au film d'Alain Resnais *Nuit et brouillard* (1956) qui traitait, lui-aussi, d'un autre génocide, celui des juifs durant la Seconde guerre mondiale. À ce moment-là, on avait aussi proclamé Jamais plus...

C'est donc une œuvre sobre que nous propose Mary Ellen Davis, un appel au travail de la mémoire et à la vigilance. C'est aussi une affirmation : celle que la vie et la vérité sont plus fortes que la mort et le mensonge. Les nuages finiront, un jours, par être dispersés. ⊗

LE PAYS HANTÉ DE MARY ELLEN DAVIS.
MONTAGE : SOL MILLAN ET MARY ELLEN DAVIS. IMAGES : GUILLERMO ESCALON.
MUSIQUE : STEPHEN DE OLIVEIRA. ŒUVRES PHOTOGRAPHIQUES : DANIEL HERNANDEZ-SALAZAR.

LE RÉSEAU OECUMÉNIQUE JUSTICE ET PAIX

Le 23 janvier dernier, près d'une quarantaine d'organismes et de groupes chrétiens engagés pour la justice sociale, la paix et l'intégrité de la création se sont rassemblés pour discuter des objectifs et des priorités du réseau pour les prochains mois. Le CCDHAL et la Coalition Romero ont participé à cette rencontre de fondation. Le « nouveau » réseau fait suite à l'expérience positive de plus d'une vingtaine de groupes québécois regroupés sous le nom Réseau québécois sur le jubilé. Le Réseau oecuménique Justice et Paix se veut un réseau souple d'organisations chrétiennes prêt à se mobiliser autour d'événements publics, qui analyse et approfondit théologiquement un certain nombre de thématiques d'actualité et qui int la mouvance du jubilé biblique.

Pour en savoir plus, visitez le site web : **www.justicepaix.org**
ou par courriel ; **info@justicepaix.org**

HAITI LE TRAIN DE LA MORT NE S'ARRÊTE PAS...

Par Renaude Grégoire

LE 17 DÉCEMBRE 2001 : NOUS APPRENONS QU'UNE TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT EN HAÏTI A ÉTÉ « MANQUÉE » TOUT EN FAISANT DES MORTS ET DES DÉGÂTS MATÉRIELS AUX LOCAUX DE L'OPPOSITION DU PARTI AU POUVOIR PAR DES BANDES ARMÉES. DE NOMBREUSES ANALYSES ESSAIENT DE VOIR S'IL S'AGIT VÉRITABLEMENT D'UN COUP D'ÉTAT CONTRE LE PRÉSIDENT ARISTIDE OU SI C'EST UNE MISE EN SCÈNE SAVAMMENT ORCHESTRÉE POUR RÉPRIMER L'OPPOSITION. UNE CHOSE EST SÛRE : LES VIOLENCES QUI ONT SUIVI ONT ÉTÉ CONDAMNÉES « COMME DES ATTEINTES GRAVES AUX DROITS HUMAINS LES PLUS FONDAMENTAUX, COMME LE DROIT À LA VIE, LE DROIT À L'INTÉGRITÉ PHYSIQUE, LE DROIT D'ASSOCIATION ET LE DROIT À L'EXPRESSION LIBRE » ÉCRIT WARREN ALLMAND DE *DROITS ET DÉMOCRATIE* DANS UNE LETTRE ADRESSÉE AU PRÉSIDENT ARISTIDE.

LES JOURNALISTES MENACÉS.

Comprendre ce qui se passe en Haïti n'est pas simple et la réalité est assez complexe. Plusieurs organisations et plusieurs groupes de solidarité constatent, comme le souligne la Coalition nationale pour les droits des Haïtiens (NCHR), « avec douleur la détérioration du climat socio-politique en Haïti et son cortège de violation des droits humains ». Depuis quelques mois, 8 cas d'agression contre des journalistes sont portés à notre attention sans compter le meurtre contre le journaliste Brignol Lindor à Petit-Goâve le 3 décembre 2001. « La NCHR note que ce crime a été commandité par le maire adjoint de Petit-Goâve qui avait, quelques jours auparavant, rendu publique une liste de personne à abattre dont le journaliste sus-cité. » Le Réseau Damoclès et Reporters sans frontières rapportent une quarantaine de cas d'agression ou de menace sur des journalistes pour l'année 2001. Une dizaine d'entre eux sont en exil. Le règne de l'impunité s'illustre très bien dans l'affaire Jean Dominique, journaliste abattu le 3 avril 2000 dans la cour de sa station Radio-Inter. En plus de l'obstruction faite par le sénat, le juge Gassant chargé de l'enquête a été menacé par des représentants de l'État. Par ailleurs, deux individus contre qui des mandats ont été délivrés ont pu tenir en septembre 2001 une conférence de presse!

Le Devoir, dans son édition du 12 décembre dernier, a publié deux témoignages concernant « les méthodes en usage au sein de la Police nationale d'Haïti » constituant des violations de droits humains alors qu'à l'origine, cette nouvelle police civile haïtienne, devait se démarquer des pratiques de l'armée, abolie par Aristide à son retour d'exil en 1994. Le journal *Le Monde* titrait dans son édition du 10 décembre 2001 : « Dans un pays dévasté, le président haïtien attaque la presse. »

Le 11 janvier dernier, Reporters sans frontières a ainsi demandé à l'Union européenne et au Congrès des États-Unis de prendre des sanctions individuelles contre vingt-quatre officiers haïtiens dont le président Aristide.

Cas d'agression et/ou menaces de mort contre des journalistes :

DATE	LIEU	VICTIME
20 JUIN 2001	DELMAS	FRITZSON ORIUS
12 OCTOBRE 2001	CITÉ SOLEIL / LÉOGANE	JEAN ROBERT DELCINÉ ULRICK JUSTIN
17 NOVEMBRE 2001	CAYES	FRANCELYNE LÉONARD
17 NOVEMBRE 2001	CAYES	GEORGES VALENS
27 NOVEMBRE 2001	PORT-AU-PRINCE	EUVARD SAINT ARMAND
28 NOVEMBRE 2001	ST-MARC	ERNST OCÉAN
29 NOVEMBRE 2001	ST-MARC	MAYARD JEAN-MARY

photo : Joseph Rodriguez

RÉFLEXIONS DES CHRÉTIENS ENGAGÉS

En novembre 2001, le groupe de recherche et de réflexion de la commission épiscopale nationale Justice et Paix publiait un texte « L'Église d'Haïti et les droits humains : bilan et perspectives ». Après avoir fait le bilan des 30 dernières années de l'action de l'Église en matière de justice et des droits humains, la commission conclut : « Établir une pastorale des droits humains aujourd'hui en Haïti pourrait devenir un des plus grands moyens pour reconstruire l'espérance. Dans une pastorale des droits humains, l'Église ne peut pas fuir son rôle prophétique ». ⊗

Pour plus d'informations et pour participer à des actions, consultez les sites web suivants :

Le site d'Amnistie internationale – section Québec: campagne Jean-Dominique
www.amnistie.qc.ca

Entraide Missionnaire: chronologie des derniers mois:
www.web.net/~emi

Reporters sans frontières: **www.rsf.fr**

Droits et démocratie: **www.ichrdd.ca**

Organisation des États Américains (OEA): **www.oas.org**

Caminando

LE **CAMINANDO** EST PUBLIÉ QUATRE FOIS L'AN PAR LE
COMITÉ CHRÉTIEN POUR LES DROITS HUMAINS EN AMÉRIQUE LATINE (CCDHAL).

TÉLÉPHONE : 514 387.2541
TÉLÉCOPIEUR : 514 387.5550
CCDHAL@POINT-NET.COM
HTTP//MEMBRES.POINT- NET.COM/ CCDHAL/INDEX.HTM

COMITÉ DE RÉDACTION :
CHRISTIAN BROUILLARD,
MARIE-CHRISTINE DORAN,
ANNE DUHAMEL,
MONIKA DUNN,
EMMANUEL KAHN,
RICARDO PENAFIEL,
HECTOR POBLETE.

COLLABORATEURS :
RENAUDE GRÉGOIRE,
ANDRÉ JACOB,
REVUE VOLCANS.

TRADUCTION :
MARIE-HÉLÈNE CÔTÉ.

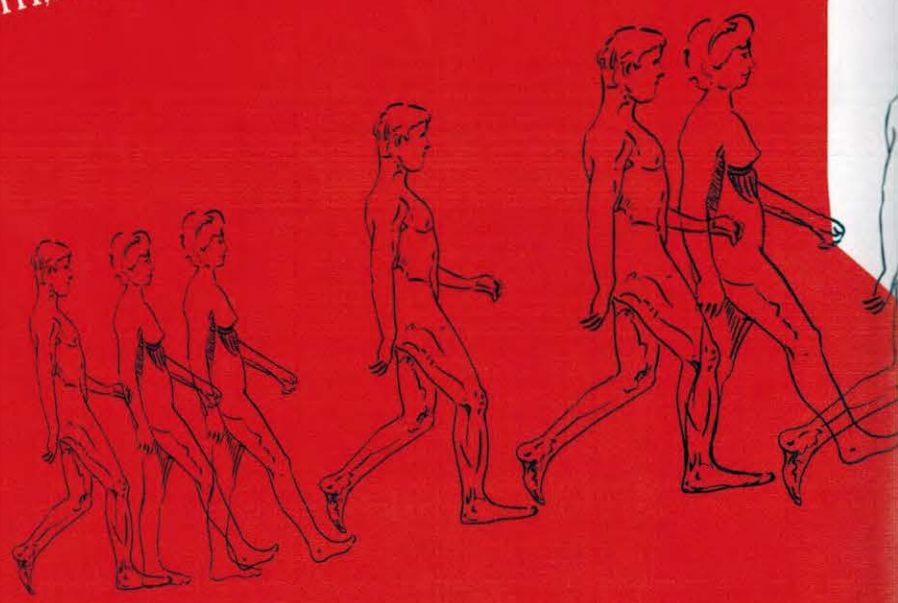
CORRECTION :
MARIE-HÉLÈNE CÔTÉ,
MICHELLE DÉCARIE,
EMMANUEL KAHN.

GRAPHISME :
SHRU.

SOMMAIRE

vol.22 no. 4 AVRIL 2002

ACTION URGENTE : COLOMBIE 2
DOSSIER : CCDHAL, 25 ANS ET ÇA CONTINUE... 4
OMBRES ET LUMIÈRES DE LA CRISE ARGENTINE 10
CHILI : ÉLECTIONS PARLEMENTAIRES 16
NICARAGUA, AUTOPSIE D'UN PAYS LIVRÉ CLÉFS EN MAIN 21
RÉFLEXIONS SUR LA CONSTRUCTION DE L'ENNEMI 26
LES NUAGES DU PASSÉ 32
RÉSEAU OECUMÉNIQUEJUSTICE ET PAIX (ROJP) 33
HAÏTI, LE TRAIN DE LA MORT NE S'ARRÊTE PAS 34



ABONNEMENT (4 NUMÉROS PAR ANNÉE) : $10 AU CANADA; $15 À L'ÉTRANGER.

☐ JE M'ABONNE AU CAMINANDO

☐ JE ME RÉABONNE AU CAMINANDO

NOM _____
ADRESSE _____
VILLE _____ PROVINCE _____ CODE POSTAL _____

COMITÉ CHRÉTIEN POUR LES DROITS HUMAINS EN AMÉRIQUE LATINE

25 RUE JARRY OUEST,
MONTRÉAL, QUÉBEC
H2P 1S6